

CUTE MAGAZINE

Revue d'organisation des
Comités Unitaires sur le Travail Etudiant

Numéro 0

Automne 2016

GRÈVE DES STAGES

STAGES NON RÉMUNÉRÉS
REVENUS ÉTUDIANTS
ÉTUDIER EN RÉGION
SALARIAT ÉTUDIANT
ÉTUDIANT.ES DE L'INTERNATIONAL

Appel à la formation de Comités Unitaires sur le Travail Etudiant

1. L'ensemble des textes du CUTE Magazine ont été féminisés selon un mode de féminisation par extension. Deux références pour en savoir davantage sur les modes de féminisation et la pertinence des pratiques de féminisation au quotidien:

<http://goo.gl/YUfPp3> ;
<http://goo.gl/vGZ73p>

Le mouvement étudiant québécois est à un point tournant de son existence. Depuis la déconfiture de la FEUQ et l'expansion monstre de l'ASSÉ après la grève de 2012, on assiste à une reconfiguration des forces en présence qu'il faudrait être en mesure de saisir avec toute l'acuité qu'exigent les époques de transition. Forte d'une décennie de lutte et d'organisation, l'ASSÉ est parvenue, lors de cette grève, à s'imposer dans le paysage politique du Québec comme jamais depuis sa création. Mais alors que les frais de scolarité étaient indexés suite aux élections qui donnèrent le coup de grâce à la grève, l'espoir engendré par cet élargissement massif de l'ASSÉ se transformerait vite en désespoir. Bientôt les militant.es¹ les plus sincères s'en détourneraient et les autres s'y confondraient entièrement, en faisant de celle-ci un tremplin vers la politique partisane ou le syndicalisme professionnel.

Face au constat que l'ASSÉ n'était plus le véhicule de changement et de lutte sociale qu'elle se proposait d'être depuis sa fondation, des militant.es se sont organisé.es de manière autonome à travers les *Comités Printemps 2015*. Leur travail a démontré qu'il était

encore possible de mettre sur pied une campagne politique à partir de la base militante opérant sur les campus, indépendamment du contrôle des représentant.es étudiant.es. Or, le mot d'ordre de ces comités, à savoir l'opposition aux politiques d'austérité et aux projets d'hydrocarbures, est difficilement parvenu à lier leur projet politique aux éléments les plus concrets de la condition étudiante, ce qui explique en partie les tribulations qu'a connues la grève du printemps 2015. Tout en proposant l'idée d'une grève étudiante qui serait non seulement faite au nom de toute la société, mais qui pourrait déboucher sur une grève de toute la société — la fameuse grève sociale — les *Comités Printemps 2015* n'ont pas formulé des revendications permettant de définir la situation de l'étudiant.e à l'intérieur de celle-ci. Ladite société a donc eu le beau jeu, suivant le mépris et l'infantilisation des étudiant.es qu'on lui connaît, d'affirmer que les grévistes se mêlaient de choses ne les concernant aucunement, les marginalisant et les livrant ainsi à une forte répression. Il est vrai qu'une grève étudiante a le potentiel de dépasser les enjeux strictement corporatistes et d'avoir un impact sur l'ensemble de la vie sociale, mais pour ce faire, elle doit être en mesure d'articuler et de problématiser à travers ses revendications le rapport social en vertu duquel les étudiant.es contribuent

TABLE DES MATIÈRES

<i>Appel à la formation de Comités Unitaires sur le Travail Etudiant</i>	2
<i>La bourse ou la vie</i>	6
<i>Apprendre sans compter</i>	10
<i>Erreur de diagnostic</i>	14
<i>Culture à la chaîne</i>	17
<i>Appel interurbain</i>	21
<i>Le mépris comme salaire de notre peine</i>	25
<i>Étranger.ère au travail étudiant</i>	29

à cette vie, et donc à partir duquel il leur est possible d'avoir un impact sur elle. Comme il sera affirmé tout au long de cette publication, ce rapport social en est un de production, dans le cadre duquel l'activité des étudiant.es est utilisée, voire exploitée par la société. Par conséquent, s'il est vrai que la population étudiante a la possibilité et le devoir d'intervenir politiquement, par la grève ou par d'autres moyens, c'est en tant que productrice qu'elle doit le faire, c'est-à-dire en mettant de l'avant sa contribution concrète à la mise en oeuvre de la vie sociale. C'est dans cette optique que ce magazine pose la question du travail étudiant, et par extension, du salaire que mérite ce travail.

•••••

L'hiver dernier, le Syndicat étudiant du cégep Marie-Victorin (SECMV) a adopté un mandat de campagne politique portant sur l'enjeu du travail étudiant. Parmi les éléments revendiqués dans le cadre de cette campagne, on trouve « le plein salaire pour tout.es les étudiant-es en situation de stage à tout ordre d'enseignement », « l'abolition de la contribution parentale dans le calcul de l'aide financière aux études », « la gestion collégiale (entre étudiant-e-s, professeur-e-s, et employé-e-s) des institutions d'enseignement » ainsi que « la valorisation et l'utilisation concrète de la production étudiante par la mise en place d'un programme à cet effet au collégial comme au niveau universitaire »; le tout « dans une perspective de reconnaissance des études comme un travail intellectuel méritant un salaire et des conditions convenables ».

Suite à l'adoption de ce mandat, un comité a été créé par la base militante du campus, tout en demeurant indépendant du Syndicat étudiant — le *Comité unitaire sur le travail étudiant* (CUTE). L'objectif du CUTE Marie-Victorin est de démystifier certains aspects méconnus de la condition étudiante, particulièrement sa situation financière et les conséquences sociales et psychologiques qu'elle implique. La première mission du comité est de faire prendre conscience à la



population étudiante que les stages non rémunérés, qui sont la norme au Cégep et dans bon nombre de programmes professionnels, ne sont rien de moins que des situations d'exploitation qui doivent être dénoncées haut et fort. Le temps passé en stage est un temps travaillé qui mérite d'être considéré au même titre que dans n'importe quel emploi rémunéré. La cueillette de témoignages et l'organisation de séances d'information et de mobilisation sur la condition des stagiaires et sur la revendication d'une rémunération pour tous les stages seront donc à l'ordre du jour dans les prochains mois à Marie-Victorin. Le comité a d'ailleurs l'intention



2. Instances qui servent trop souvent à relayer telles quelles les lignes politiques élaborées en vase clos par l'exécutif national de l'ASSÉ.

d'appuyer activement la grève des stages et de l'internat en psychologie et travaillera à l'élargissement du mouvement dans les autres programmes techniques et professionnels. À plus long terme, le comité travaillera aussi sur la revendication du salariat étudiant universel, c'est-à-dire d'une rémunération pour quiconque fait des études supérieures, revendication parfois discutée à travers l'histoire du mouvement étudiant mais vouée à l'oubli depuis maintenant trop longtemps.

Le CUTE-MV est un comité entièrement autonome, autant par rapport aux différentes organisations étudiantes nationales que par rapport au SECMV. Les militants qui s'y impliquent ne le font pas sur la base d'un quelconque parti pris institutionnel (comme c'est le cas dans les associations étudiantes, dont la plupart sont membres de fédérations nationales) mais en vertu de leur intérêt pour la question du travail étudiant et pour la revendication du salariat étudiant universel. Ce mode d'organisation com-

porte l'avantage inestimable de permettre une décentralisation de la vie politique au sein du mouvement étudiant. Plutôt que de centraliser les budgets dans un comité de mobilisation menotté aux mandats d'AG et donc à la tradition et au statu quo d'une association étudiante particulière, différents groupes politiques s'identifiant à différentes tendances pourraient coexister et bénéficier de support logistique pour leur activité. Tout cela afin de rendre possible une vie politique animée par la confrontation entre elles de tendances conflictuelles au sein des instances telles que les AG, les comités de mobilisation et les conseils exécutifs².

Dans la mesure où l'on souhaite provoquer un changement social d'envergure, le stade affinitaire de l'activité politique doit nécessairement être dépassé par l'action collective des organisations de masse. Cependant ces dernières, en vertu de leur logique interne, sont conduites à faire taire les débats entre tendances politiques conflictuelles sans

lesquels la force du nombre devient le poids écrasant de l'hégémonie et du statu quo. Voilà une contradiction bien réelle qu'il faudrait regarder en face plutôt que tenter d'en disposer à l'aide d'un tour de passe-passe logique, aussi habile soit-il. L'union de tendances politiques potentiellement conflictuelles autour d'un enjeu rassembleur tel que le travail étudiant, et la création d'espaces — les CUTE — au sein desquels ces tendances pourront intervenir en leur nom et indépendamment de toute affiliation syndicale est notre proposition provisoire en vue de relever ce défi.

•••••

Penser la situation présente du mouvement étudiant dans son actualité demanderait précisément qu'on se projette dans le passé, lorsque la frange la plus progressiste de celui-ci occupait une position minoritaire au sein d'un paysage politique largement dominé par les fédérations étudiantes. C'est à une période historique semblable que nous sommes confronté.es, bien plus qu'à la maturité sûre d'elle-même pour laquelle on voudrait faire passer le vide politique actuel au sein du mouvement. Peut-être faudrait-il réapprendre à occuper une position minoritaire à l'intérieur d'un mouvement contrôlé majoritairement par des bureaucrates à la remorque des partis politiques ou des syndicats. Mais pour être davantage qu'une nouvelle lubie opposée de manière abstraite

aux lubies bureaucratiques, une telle position doit se démarquer par une culture organisationnelle si démocratique qu'elle fera apparaître la puissance quantitative des grosses organisations comme politiquement dérisoire. La forme que pourrait prendre une telle culture organisationnelle est encore à inventer. Parmi les bases minimales sans lesquelles on ne saurait y parvenir, la critique du centralisme démocratique et la nécessaire remise en question du concept de syndicalisme de combat ne sont pas les moindres.

Mais si le mouvement étudiant a besoin d'une reconfiguration complète de ses structures décisionnelles, il doit aussi réapprendre à être le véhicule d'un projet politique inspirant, qui ferait plus que réagir de manière ponctuelle et corporatiste aux coupures en éducation. Il lui faut pour cela une campagne incluant des revendications claires, mais détaillées à l'extrême, jusque dans leurs contradictions, afin de briser les séparations et de faire apparaître une véritable continuité entre la lutte étudiante et la lutte plus générale contre l'exploitation et les oppressions de toutes sortes. C'est dans le but de poser les bases d'une telle campagne que nous lançons cet appel à la création, sur le plus de campus possible, de comités autonomes dont l'objectif sera de promouvoir la reconnaissance des études comme travail et la nécessité d'une rémunération pour ce travail. ◇

Tous les textes du CUTE Magazine seront mis en ligne dans
les prochaines semaines sur la plateforme Web réflexive étudiante

DISSIDENT.ES

La bourse ou la vie

PAR FRANÇOIS BÉLANGER ET FÉLIX DUMAS

1. Pour des données exactes sur les sommes accordées pour l'année la plus récente disponible, voir la section « Faits saillants » de ce document: <http://goo.gl/N1O1LW>

Notre monde est rempli d'ironies parfois bien amères. C'est le cas des étés étudiants: après avoir travaillé fort à l'école toute l'année durant, on se retrouve en vacances... à travailler à temps plein. Pour le repos, on repassera. Le comble, c'est qu'on y est contraint.e par la nécessité de payer les factures à venir pendant l'année scolaire, puisque les étudiant.es n'ont aucun revenu lié à leur activité principale: les études. Tout travail mérite pourtant salaire, non? On a malheureusement fini, même dans le mouvement étudiant, par ne plus questionner cette absurdité, à ne plus nous poser cette question évidente: pourquoi le travail étudiant n'est-il pas rémunéré au même titre que les autres emplois?

« Ben voyons, les études c'est pas un travail! », nous répondront certaines personnes. Or, vous pouvez consulter n'importe quel dictionnaire, la définition est claire: le travail, c'est ni plus ni moins que « l'activité de [l'être humain] appliquée à la production, à la création, à l'entretien de quelque chose. » Les études correspondent donc à l'activité d'apprentissage et d'entraînement requise pour acquérir des connaissances et des compétences dans un domaine quelconque; c'est un moyen que l'on utilise pour se développer en tant qu'individu, mais aussi un mécanisme aujourd'hui incontournable pour devenir des travailleurs et travailleuses capables d'agir consciencieusement dans un emploi et dans la vie en général. Les gouvernements ont compris, il y a déjà un bon moment, qu'il n'y a pas de plus importante production économique et sociale que celle des personnes, elles-mêmes à la source de toute production et de toute valeur. Cela justifie qu'un des secteurs où ils dépensent le plus (avec la santé, servant en quelque sorte à l'entretien physique des personnes) demeure celui de l'éducation.

Oui, l'activité étudiante est un travail... mais un travail non salarié. Pourquoi certaines activités productives sont suffisamment reconnues pour mériter un salaire, et d'autres non? D'une part, nous vivons dans une société capitaliste structurée autour de la production de marchandises permettant aux personnes qui détiennent les moyens de production d'engranger des profits. D'autre part, la société moderne est divisée en deux sphères d'activité, le public et le privé. Ce qui se déroule dans la vie privée, à l'abri des regards, ne peut être valorisé aussi commodément que la production officielle, d'autant plus en ce qui concerne le travail prenant la personne elle-même comme matériau, comme c'est le cas avec les études. Bref, le travail étudiant est *invisibilisé*, normal dans ces circonstances que même les personnes qui l'accomplissent en viennent à douter de la valeur de leur propre activité et trop souvent, par conséquent, de leur propre valeur. À tort, bien entendu.

•••••

On en vient à prendre pour acquis et à considérer comme rationnels la misère persistante des étudiant.es et le fait qu'ils et elles occupent pour la plupart deux emplois: leurs études et un emploi à temps partiel. Certain.es s'en consolent en se disant qu'au moins, ces personnes peuvent compter sur une assistance spécifique de l'État: l'*aide financière aux études* (AFE). Résumons la démarche: pour obtenir de l'AFE, l'étudiant.e doit faire parvenir au gouvernement certaines informations afin de déterminer quelle assistance peut lui être octroyée, à la suite de quoi le gouvernement lui accorde une garantie de prêt de quelques milliers de dollars (en moyenne) dans une banque quelconque et, pour beaucoup d'entre eux et elles, une bourse de quelques milliers de dollars supplémentaires¹.

La logique qui sous-tendait à ses débuts, dans les années 1940, le programme québécois d'appui financier aux étudiant.es est la même qu'aujourd'hui: les étudiant.es sont des jeunes gens aux revenus modestes dont nous souhaitons à la fois la réussite scolaire et un passage à la vie adulte à moindre coût, via de modestes bourses et des dettes à rembourser après leurs études. Or, non seulement l'État québécois est-il encore aussi paternaliste avec les étudiant.es qu'il y a maintenant trois quarts de siècle, mais c'est un père qui n'éprouve aucun remords à maltraiter les personnes supposément à sa charge². Car vraiment, les sommes versées aux étudiant.es sont dérisoires: un peu plus de 6500\$ en moyenne lors de l'année scolaire 2013-2014, soit moins de 18\$ par jour (dont la moitié en prêt et donc en dette par la suite). Et malgré l'augmentation sans relâche du coût de la vie, les montants de base utilisés pour le calcul des dépenses admises stagnent jusqu'à en devenir ridicules. Par exemple, pour un.e étudiant.e qui n'habite pas chez ses parents, le maximum des frais de subsistance (logement, nourriture, transport en commun et dépenses personnelles) admis par l'État sera en 2016-2017 de 837\$ par mois, soit seulement 27\$ par jour³... un maximum d'ailleurs rarement octroyé. L'AFE prend aussi en compte d'autres dépenses directement

reliées aux études mais, encore là, à partir de valeurs de base irréalistes. Il est clair et net que le programme québécois de prêts et bourses n'aide pas suffisamment les étudiant.es pour être considéré comme l'équivalent d'un salaire étudiant, loin de là.

Les politicien.nes et bureaucrates sont conscient.es de cette carence, mais ont une excuse commode pour la justifier: si l'étudiant.e dispose aussi de revenus d'emploi et de contributions familiales, le montant de l'AFE suffira à ce que ses besoins soient comblés. En plus de devoir plus souvent qu'autrement travailler durant ses études et de ne pas pouvoir jouir de vacances d'été, tout en s'endettant lourdement, on attend encore davantage de l'étudiant.e: ou bien qu'il ou elle soit parent ou se marie durant ses études⁴, ou bien qu'il ou elle soit en assez bons termes avec ses parents et que ceux-ci soient suffisamment en moyens pour pouvoir payer une partie de ses études. Ainsi, non seulement les étudiant.es sont-ils et elles traité.es en véritables enfants, mais on les pousse par d'importants incitatifs fiscaux à être redevables envers leurs parents et à ultimement fonder une famille si les études les intéressent. La boucle du paternalisme est bouclée! Au lieu de devoir supporter tant de contraintes pour recevoir si peu d'argent en retour, pas étonnant que plus de deux étudi-

2. L'exercice du remboursement de la dette d'étude rend flagrante cette absence de sollicitude à l'égard des étudiant.es. L'État qui semblait prompt à une aide bienveillante pendant les études se transforme avant longtemps en croupier qui n'a qu'une ambition: ramasser le plus gros des économies étudiantes pour rentabiliser l'exercice.

3. Pour plus de détails: <http://goo.gl/NXIRi5>

4. Pour en savoir plus sur le problème patriarcal que constitue ce type de conditions dans l'AFE, voir cet article: <http://dissident.es/?p=422>



5. Lesbiennes, gais, bisexuel.les, trans, queer, intersexes, asexuel.les et autres.

6. Sur la question de la valeur du travail étudiant, voir cet article écrit par le CUTE du cégep Marie-Victorin le printemps dernier: <http://dissident.es/?p=369>

ant.es sur trois en droit de demander de l'argent à l'AFE choisissent, année après année, de se débrouiller tant bien que mal sans celle-ci. On n'a qu'à penser, par exemple, aux personnes des communautés LGBTQIA+⁵ pour qui les relations familiales sont souvent difficiles, du fait de la non-acceptation de leurs rapports de genre non traditionnels, et pour qui le critère de contribution parentale est donc particulièrement cruel.

Il y a réellement quelque chose d'obsène à s'acharner à infantiliser des adultes de la sorte. Bien sûr, il peut paraître raisonnable de chercher à régler le problème de la pauvreté étudiante grâce à différentes réformes du modèle actuel, telles que convertir tous les prêts en bourses, en accorder davantage et éliminer les conditions d'admission nuisibles à l'aide financière et aux études elles-mêmes, incluant la contribution parentale mais aussi les frais de scolarité. C'est cette perspective qu'a adoptée la gauche étudiante québécoise au cours des dernières décennies. Après tout, il est juste de prétendre que l'endettement étudiant est un véritable boulet financier qui en dissuade plus d'un.e à entreprendre des études et dont les travailleurs et travailleuses post-études n'ont vraiment pas besoin, eux et elles qui ont déjà bien souvent du fil à retordre pour se trouver un emploi dans leur domaine. Ces mesures auraient aussi le mérite de nous distancier de la nécessité de bonne entente familiale, qui a peu à voir avec les moeurs d'aujourd'hui. Or, des enfants mieux traités restent des enfants, et le travail reste le travail: les étudiant.es en stage ou ceux et celles faisant de la recherche effectuent clairement du travail qui serait forcément rémunéré s'ils ou elles l'accomplissaient en tant qu'employé.es. À des degrés variables, la totalité des étudiant.es réalisent un travail individuellement et socialement utile. Ils et elles font bien plus qu'être des bénéficiaires de services publics: ils et elles acceptent volontairement de travailler sans salaire sous prétexte d'une maigre pitance permettant de vivre pauvrement; c'est *la définition même d'une mentalité d'esclave*. On vaut bien plus que ça⁶ et il est temps d'agir en conséquence.

•••••

De toute façon, l'AFE, telle qu'on la connaît, disparaîtra peut-être bientôt au Québec pour des raisons tout autres: le *revenu minimum garanti* (RMG) est présentement à l'étude au sein du gouvernement provincial et, chez les étudiant.es, il pourrait en venir à remplacer l'AFE. L'idée du RMG connaît présentement un engouement renouvelé aux quatre coins du monde et elle est plutôt simple. Il s'agit de remplacer une grande partie ou même l'ensemble des programmes gouvernementaux de soutien au revenu — par exemple l'AFE, l'aide sociale, l'assurance-emploi, les congés parentaux et les pensions de vieillesse — par une certaine forme de revenu octroyé par l'État à plusieurs groupes de personnes, voire à l'ensemble de la population. À l'international, certain.es voudraient que cela se concrétise en une forme d'impôt négatif, où les gouvernements donneraient de l'argent à tout ménage possédant un revenu annuel au-dessous d'un certain seuil. La plupart des partisan.es du RMG militent cependant pour une allocation universelle, c'est-à-dire un chèque annuel du même montant pour chaque personne (les plus fortuné.es voyant cette somme se dissiper au moment de payer leurs impôts, contrairement aux plus pauvres).

Le premier ministre Couillard a mandaté l'hiver dernier son ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, François Blais, d'étudier la faisabilité de l'instauration du RMG au Québec. Il faut dire que monsieur Blais, ancien doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, était lui-même un chercheur et fervent partisan du RMG avant sa carrière politique. Mais pourquoi ce regain d'intérêt autour du revenu minimum garanti? Au sein des pays les plus riches de la planète, les gouvernements (de gauche comme de droite) constatent, d'une part, qu'un nombre croissant de secteurs de leur économie requièrent de moins en moins de main-d'oeuvre, du fait de l'automatisation de la production (robots et algorithmes). D'autre part, le marché de l'emploi dans les secteurs des services et de la culture offre de moins en

moins d'emplois permanents à temps plein et de qualité. Dans un tel contexte, offrir un RMG permettrait de contribuer à la restructuration du marché de l'emploi grâce à de nouveaux leviers sur le taux de chômage, et de relancer la consommation pour faire rouler l'économie⁷. Par ailleurs, la simplification radicale des programmes de soutien au revenu - un des buts avoués de l'étude demandée à Blais - permettrait par la suite au gouvernement de se passer des services d'une quantité importante de fonctionnaires et d'ainsi diminuer les coûts de fonctionnement de l'État.

Le RMG peut sembler être une nouvelle politique intéressante (assurance d'un filet social minimal pour tous et toutes, émancipation relative par rapport au marché du travail, réduction de la bureaucratie étatique), mais on se doute bien que Philippe Couillard n'envisage pas de le mettre en place pour nous faire plaisir. L'instauration de cette nouvelle façon de faire pénaliserait sans doute certains programmes existants, dont possiblement l'AFE, en plus de normaliser l'existence d'emplois à temps partiel, à faible salaire ou atypiques. Il importe donc que les étudiant.es soient très vigilant.es au sujet du RMG dans les prochains mois: les sommes allouées aux programmes de soutien au revenu, dont l'AFE, sont déjà nettement insuffisantes, et ce serait bien le comble de voir en plus ces programmes être diminués ou restructurés à nos dépens... sous prétexte de parfaire le filet social!

Avec le revenu minimum garanti, l'État se distancierait de son approche paternaliste habituelle en traitant chaque personne sensiblement de la même manière, mais ce faisant, il renoncerait aussi d'une certaine façon à la mission sociale-démocrate de support aux plus vulnérables. Bien sûr, si la mise en place du RMG donnait lieu à une mobilisation sociale importante et débouchait sur un RMG élevé et sans coupures des programmes de soutien au revenu existants, il s'agirait d'une grande victoire. Malheureusement, du fait de la faiblesse actuelle des mouvements sociaux

québécois, si le gouvernement Couillard va de l'avant avec ce projet, le scénario le plus probable est un RMG remplaçant seulement certains programmes de soutien, légèrement plus généreux et implanté à coût nul grâce aux coupures de personnel à prévoir. Cela placerait le PLQ en meilleure posture pour se faire pardonner ses coupures de début de mandat et ainsi remporter les élections provinciales de 2018.

Ce débat qui vient entre AFE et RMG revient à un faux choix qu'on peut poser ainsi: alors, quatre trente sous ou une piastre dans vos poches? On peut faire bien mieux comme société: un salaire pour le travail étudiant - si certain.es veulent le fixer à 15\$ de l'heure, pourquoi pas! Mais on a beaucoup de pain sur la planche pour y arriver, car la revendication du salariat étudiant est éminemment subversive y compris dans le milieu de l'éducation⁸. Elle remet en question quelles activités devraient être valorisées dans notre société, et ce, en fonction d'une vision de la société comme étant traversée par des conflits fondamentaux plutôt que selon la fiction libérale d'un éventuel authentique « droit à l'éducation »⁹... qui ne peut être ici et maintenant qu'un faux gain symbolique que l'État réinterpréterait constamment en fonction de ses propres intérêts. De plus, en réduisant drastiquement la nécessité d'un emploi à temps partiel durant les études, l'instauration du salariat étudiant constituerait un exceptionnel test pour l'essentiel projet de réduction du temps de travail sans perte de salaire qui, une fois prouvée comme nettement désirable (en douterait-on!), pourrait ensuite être revendiquée avec beaucoup plus d'aplomb par l'ensemble des travailleuses et des travailleurs. En se mobilisant à long terme pour cette cause et avec un peu de chance, les étudiant.es pourront peut-être vraiment profiter à l'avenir de leurs vacances pour faire le plein d'énergie, comme la plupart des autres travailleuses et travailleurs à temps plein, afin de mieux s'investir le reste de l'année dans leurs études et, souhaitons-le, dans tout le travail requis pour changer le monde. ◇

7. Sur l'enthousiasme du patronat de la Silicon Valley au sujet du RMG, voir cet article (en anglais): <http://gu.com/p/4yave>

8. C'est même un tabou au sein de la gauche étudiante. Un grand nombre de militant.es d'expérience savent ainsi que l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AÉCS) a un mandat de longue date en faveur du salariat étudiant, mais balaiet cette option sous le tapis du fait de son statut minoritaire et par réalisme lâche.

9. Et l'exception n'a pas à faire la règle: les étudiant.es connaissant des difficultés scolaires quelconques et dont la production étudiante serait alors jugée insuffisante pourraient en contre-partie bénéficier de programmes de support au revenu temporaires pour retenter leur chance, ou transitionner vers un autre programme ou le marché du travail, de la même façon que les travailleurs et travailleuses peuvent bénéficier de congés de maladie ou de chômage lorsqu'ils et elles vivent des difficultés. Des programmes analogues existent aussi pour les personnes en situation de handicap (ex. contrats d'intégration au travail).

Apprendre sans compter

PAR ALICE BRASSARD, HÉLOÏSE LANOUILLE, AMÉLIE POIRIER, CAMILLE TREMBLAY-FOURNIER ET VALÉRIE SIMARD

Nous sommes en avril 2016. Une collègue du baccalauréat en enseignement confie qu'il ne lui reste que 20\$ dans son compte en banque. Mère d'un garçon de 11 ans, elle venait de compléter quelque 28 journées de stage dans une école: sept semaines de travail non rémunéré. Elle n'en est qu'à son deuxième stage et, dès l'automne, elle devra accomplir les mêmes prouesses, cette fois durant 35 jours. Peu de répit pour les futur.es enseignant.es, qui doivent compléter quatre séjours dans les écoles durant leur parcours de formation. Au total, il s'agit de plus de 700 heures de stage, dont plus de la moitié en prise en charge complète de la classe, à leur propre frais.

Aujourd'hui, pour exercer le même métier ou la même profession que nos parents, il faut s'engager dans des parcours d'études de plus en plus longs, les études constituant un passage obligé pour se trouver un emploi

soi-disant socialement « acceptable ». Un grand nombre d'étudiant.es doivent effectuer un stage, voire plusieurs, durant leur parcours de formation, tant au niveau professionnel, technique, qu'universitaire. En enseignement, cette épreuve représente une condition à l'obtention du brevet officiel. Les futur.es maîtres se prêtent donc à l'exercice, souvent avec beaucoup de zèle, espérant que leurs efforts seront récompensés par une lettre de recommandation, un poste et, enfin, un salaire.

Mais les stages, comme nous les connaissons actuellement en éducation, n'ont pas toujours existé. C'est une réforme implantée en 1992 qui a fait passer les heures de stages de 70 à 700 heures, et la durée du baccalauréat de trois à quatre années. Auparavant, la formation pratique se faisait sur le marché du



travail, payée par la commission scolaire plutôt que par la population étudiante elle-même, via les frais de scolarité. L'objectif? Améliorer l'arrimage des programmes d'enseignement au marché du travail en créant un effet de compétition pour la sélection et l'obtention du brevet. Résultat: au tournant de 1992, le nombre de personnes admises en éducation à l'UQAM seulement est passé de 1661 à 465.

Un autre effet de cette sélection « plus rigoureuse » des étudiant.es en éducation est l'homogénéisation des cohortes de futur.es enseignant.es: moins de personnes issues des classes populaires, moins de parents monoparentaux et moins de personnes issues de l'immigration récente.

Pourtant, ce n'est pas de valoriser la profession enseignante que d'augmenter la concurrence entre les étudiant.es sur la base de leurs conditions de vie. C'est plutôt creuser l'écart social déjà présent entre les personnes qui pourront s'adapter au parcours académique et celles qui devront abandonner. Bien que les étudiant.es ont en commun des conditions d'étude (comme celle de la production académique), au même moment, chacun.e, par son origine sociale, son domaine d'étude et le support financier dont il et elle bénéficie, vit bien différemment son passage dans le monde académique. C'est ainsi que l'institution scolaire assigne des rôles, des places distinctes à chacun.e, en plus de servir à la production capitaliste, à la reproduction des classes sociales et sexuelles, entre autres par la rémunération différenciée des stages selon les professions et métiers et l'aide financière. En effet, en période de stage, peu de personnes ont la capacité et même la possibilité d'occuper un emploi salarié, et encore moins avec une personne à charge, situation qui touche davantage les femmes¹. D'ailleurs, le système scolaire néglige particulièrement les parents monoparentaux et autres proches aidant.es. L'aide financière qui leur est proposée est insuffisante, et parfois même inexistante.

CRAIES

La Campagne de revendications et d'actions interuniversitaires pour les étudiants et étudiantes d'éducation en stage (CRAIES) regroupe des étudiant.es en éducation de différents campus réclamant une compensation financière pour les étudiant.es durant leur stage final.

Tant dans les secteurs privé, communautaire et public, les stagiaires réalisent un travail gratuit qui, comme c'est le cas pour les internes en psychologie et les stagiaires en éducation, devient essentiel au fonctionnement de ces industries. On peut sans exagérer parler d'une forme de « cheap labor ». Pour les stagiaires, le titre professionnel est l'inaccessible oasis au milieu du désert: ce n'est qu'au bout d'un long calvaire qu'il sera possible de profiter des avantages liés à son exercice. Et bien qu'il

existe parfois une certaine reconnaissance professionnelle en cours de formation (c'est le cas des doctorant.es en psychologie qui ont un statut au sein de l'ordre des psychologues et des enseignant.es en formation qui peuvent faire de la suppléance), on s'assure qu'il soit quasi impossible d'en vivre décemment. Par exemple, les commissions scolaires et les universités semblent de mèche quant au maintien de la précarité des enseignant.es en formation. Récemment, ceux et celles qui sont embauché.es par la Commission scolaire de Montréal ne peuvent plus postuler pour des charges de plus de cinq jours consécutifs. Lors d'embauches en cours de formation, on demande même aux étudiant.es d'indiquer la date de fin de leurs études, les informant après coup que leur dossier sera fermé si leur diplôme n'est pas obtenu dans les délais prescrits. Finalement, suite à leur stage, les étudiant.es sortent rarement de l'école avec un emploi en poche, ils et elles doivent donc passer à travers de multiples périodes d'incertitudes. Ce dernier cas illustre bien comment, dans plusieurs domaines professionnels, les stagiaires se retrouvent dans une situation d'exploitation avec pratiquement aucune emprise sur leurs conditions de travail.

•••••

Depuis les années 1990, les revendications du mouvement étudiant en faveur de la ré-

1. Pour en savoir plus sur l'histoire de la profession enseignante et sur le déroulement des stages en éducation, voir le texte de Jeanne Bilodeau « Les limites de la tolérance: femmes et formation en enseignement »: <http://goo.gl/Oalbiq>

2. Pour l'argumentaire de la FEUQ: <http://goo.gl/2uGZaL> ; pour celui de la CADEUL: <http://goo.gl/7pQUYY>

3. Encore aujourd'hui, au Québec, les femmes effectuent la plus grande part du travail domestique ou ménager. Par-delà l'entretien de la maison, il s'agit surtout d'entretenir la production de travail salarié, par le travail physique, émotionnel et sexuel, jour après jour. D'ailleurs, on a amplement documenté à ce jour comment la ségrégation historique des femmes de la main-d'oeuvre salarié a pris naissance directement dans leur fonction de travailleuses non-payées à domicile. Voir entre autres les écrits de Silvia Federici et Danièle Ker-goat.

4. Pour visionner la présentation de Louise Toupin et Silvia Federici sur cette question: <https://youtu.be/ZJBqxH2rJa4>

munération des stages viennent et disparaissent, mais sans qu'une mobilisation plus offensive ne se mette en branle. L'initiative de la Campagne de revendications et d'actions interuniversitaires pour les étudiants et étudiantes d'éducation en stage (CRAIES) en 2014 a tenté un renversement de cette situation, même si la campagne semble stagner. Le débat entre les associations étudiantes autour de la CRAIES a toutefois fait ressortir des tensions opposant une revendication de *compensation financière* versus celle d'une *rémunération*. En 2007, puis en 2015, la Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) avaient produit des argumentaires² en faveur d'une compensation financière, tandis que l'association des étudiantes et étudiants en enseignement de l'UQAM (ADEESE), à l'origine du projet de la CRAIES, proposait une rémunération au salaire minimum du total des heures de prises en charge commandé par la formation. Une motion a finalement été adoptée au sein de la CRAIES pour la création d'une bourse ministérielle, administrée par les universités, et dont le montant serait modulé en fonction du nombre d'heures de prises en charge prescrit pour le stage.

Pourquoi cette crainte de demander davantage pour les personnes qui auront la responsabilité du quotidien de vingt à trente jeunes? Semblerait-il que les commissions scolaires ne seraient plus intéressées à déboursier pour le travail des stagiaires et qu'une compensation financière, par le biais de bourses, ferait meilleure figure dans l'opinion publique. Réponse insuffisante quand on sait que les stages en médecine, en informatique et en ingénierie sont rémunérés, alors que la majorité des stages relatifs aux domaines, dits, féminins sont effectués gratuitement ou presque. Pas étonnant toutefois. Les tâches occupées par les femmes gardent encore aujourd'hui une belle touche de naturel, de don de soi et de plus faible rétribution³. Pourtant qu'y a-t-il de *normal* ou de *naturel* à ne pas être payé.e pour effectuer un travail, pour la simple raison que l'on est en

apprentissage pour une job historiquement effectuée par les femmes? Ça ne fait aucun doute, la définition du travail et la reconnaissance qu'il mérite varient selon le sexe.

•••••

La revendication pour un salaire au travail ménager, formulée dans les années 1970, offre un parallèle intéressant avec la revendication de salarier le travail étudiant. Des instigatrices de la campagne internationale « Du salaire au travail ménager » étaient de passage à Montréal en 2015 pour discuter d'un moment qu'elles considèrent comme la grande occasion perdue du mouvement féministe⁴. Dans un contexte où le mouvement féministe cherchait une stratégie, celui-ci a choisi de s'investir dans la reconnaissance de l'égalité des femmes par le travail salarié plutôt que par le travail ménager, qu'elles effectuaient déjà gratuitement.

Leur intervention fait donc réfléchir quant à l'orientation qu'a pris le mouvement étudiant au Québec de ne pas revendiquer sérieusement — ou que très récemment — le salariat des stages. « Mais salarier un travail exploité ne rend-il pas ce travail encore plus exploitable », dit-on? Tout comme le travail ménager, il s'agit d'une erreur que de s'arrêter au premier degré, c'est-à-dire à la question de l'argent et du montant alloué. Il faut plutôt penser la stratégie politique derrière cette revendication. L'idée est de briser la division entre le « vrai travail », productif public, et le « non-travail », qui s'exécute dans la sphère privée. Cette opposition ne sert qu'à masquer le travail réalisé gratuitement mais non comptabilisé dans le salaire, qui sert au final surtout le renforcement des structures de domination.

Tout comme la lutte sur le travail ménager, la campagne des *Comités unitaires sur le travail étudiant* (CUTE) vise à déconstruire l'amalgame entre les femmes et le travail gratuit. Il s'agit plus précisément de renverser le rapport salarial du travail étudiant (d'utilisateur-payeur à étudiant.es-travailleur.es) pour penser l'émancipation. Prenons l'exemple des

congés de paternité: au Québec, depuis que les hommes peuvent aussi recevoir une allocation pour un congé parental, davantage de pères décident d'occuper leurs fonctions à la maison, situation autrefois marginale. On peut alors s'imaginer que si les stages dans les professions traditionnellement exercées par des femmes devenaient rémunérés, une plus grande variété de personnes opteraient pour ces domaines d'étude. Par exemple, celles qui ne peuvent pas se permettre financièrement la surcharge de travail gratuit lors des moments de stage, pourraient aussi choisir de suivre une formation en psychologie, en éducation, etc. Les étudiant.es ne seraient donc plus dans l'obligation de choisir un domaine d'étude qui ne leur plaît guère en raison de leurs conditions financières. N'existe-t-il pas de plus intéressante façon de valoriser une profession que de la rendre la plus diversifiée possible?

Tout comme les stagiaires en éducation tentent de le faire avec la CRAIES, nous devons nous organiser pour faire reconnaître notre travail comme étant aussi important que celui accompli dans des domaines où les stagiaires bénéficient déjà d'une rémunération substantielle. Bien que la CRAIES existe depuis quelques années, elle peine toutefois à mettre de l'avant des revendications qui créeraient un important précédent: la rémunération des stages d'un domaine de travail traditionnellement féminin. Dans la campagne actuelle de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), il n'y a qu'une banale mention visant à dénoncer la situation des stages non rémunérés, sans réel plan afin de soutenir les campagnes sur le travail étudiant. Les délégué.es de l'ASSÉ ont donc opté pour un rôle de spectateur plutôt que celui d'allié. Les dernières expériences de lutte du mouvement étudiant nous ont démontré que l'ASSÉ comme les fédérations étudiantes ne sont pas des organisations capables de mener une lutte aussi fondamentale que celle-ci. Dans ce contexte, nous devons nous-mêmes créer de nouveaux modes d'organisation, par exemple des comités autonomes, tout en appuyant les personnes et les regroupements qui, comme la Fédération interuniversitaire

des doctorant.es en psychologie (FIDEP), utilisent des moyens de pression réels: la grève du travail étudiant.

Si on conçoit le fait d'aller à l'école comme un travail ou comme un service, le projet politique sera bien différent. Envisager l'éducation comme un service - comme le font la FECQ et l'ASSÉ - c'est concevoir la personne aux études comme consommatrice d'un service pour lequel elle paye; la revendication propre à cette perspective est la gratuité scolaire. A contrario, si l'on considère l'éducation comme un travail, l'étudiant.e est non seulement en formation, mais également producteur.trice d'une variété de connaissances, allant des comptes-rendus de lecture aux projets d'innovations technologiques. Compris ainsi, le travail étudiant mérite d'être échangé contre un salaire et pas seulement contre des crédits. ◇



Erreur de diagnostic

PAR ALICE BRASSARD, HÉLOÏSE LANOUILLE, AMÉLIE POIRIER, CAMILLE TREMBLAY-FOURNIER ET VALÉRIE SIMARD

1. Une prime d'abord obtenue comme mesure d'attraction et de rétention suite aux démarches sur l'équité salariale. <http://goo.gl/Trg38N>

2. Lettre d'appui au sujet de la rémunération des internats en psychologie, FIDEP, 2015. <http://goo.gl/UUyp07>

3. « Et il faut insister sur le fait que cette prime était le premier pas vers la recherche de solutions permanentes pour contrer une pénurie résultant des problèmes vécus par les psychologues dans le secteur public: non reconnaissance de la formation et de l'expertise, salaire inadéquat, conditions administratives qui réduisent l'autonomie professionnelle, pressions à l'optimisation, etc. » <http://goo.gl/Trg38N>

4. Boycott des internats: les psychologues et doctorant(e)s en psychologie unissent leur voix, APQ, 2016. <http://goo.gl/8pQC7F>

5. Les associations étudiantes de psychologie de six universités (ULaval, UQTR, UQAM, UdeS, UQAC et UdeM) se sont prononcées en faveur du boycott des internats et cinq universités (ULaval, UQTR, UQAM, UdeS et UdeM) en faveur du boycott des stages.

Peu de gens savent que les doctorant.es en psychologie menacent de ne pas effectuer leur stage de fin d'études à l'automne 2016. Moyen de pression inédit pour les futur.es psychologues qui réclament, par le biais de la Fédération interuniversitaire des doctorant.es en psychologie (FIDEP), une compensation financière pour les doctorant.es complétant leur internat. Ne niant pas que la tâche accomplie par les internes en psychologie constitue un travail, la fédération considère toutefois qu'une rétribution via une bourse, et non un salaire, protégerait les internes des compressions budgétaires dans les services publics. Le raisonnement est semblable du côté des étudiant.es en éducation de l'UQAM. À l'occasion d'un débat en assemblée générale, l'argumentaire pour la rémunération des stages se heurtait à la conception du statut des étudiant.es au moment du stage: n'étant pas syndiqué.es, on estimait qu'on ne pouvait les considérer comme travailleurs et travailleuses, et par le fait même, on ne pouvait revendiquer un salaire.

C'est en 2015, lorsque la prime pour les psychologues oeuvrant dans le secteur public obtenue dans le contexte des démarches sur l'équité salariale est coupée¹, que l'Association des psychologues du Québec (APQ) brandit la menace de boycotter les internats. La FIDEP emboîte le pas: ceux et celles qui devront bientôt exercer dans les mêmes conditions que leurs acolytes du réseau public bénéficient des moyens de pression de l'APQ tout en poussant la revendication pour la rémunération des stages, établissant du même coup ce qui représente un rare moment de solidarité entre professionnel.les et futur.es professionnel.les. La grève des internes en psychologie à l'automne 2016 est donc devenue le principal levier de négociation de la FIDEP. Non seulement leurs revendications ont fait écho dans les médias, mais les appuis de l'Ordre des psychologues du Québec et des départements de psychologie des dif-

férentes universités ont augmenté significativement leur crédibilité².

La prime accordée aux psychologues du secteur public a depuis été rétablie mais l'APQ a décidé de maintenir le boycott des internats afin que celle-ci soit convertie en hausse salariale, ce qui marquerait un trait final sur les démarches pour l'équité salariale³. L'appel à la mobilisation est donc lancé et le 7 janvier 2016, la FIDEP et l'APQ annoncent une union des deux organisations pour le maintien du boycott des internats, toujours dans le but d'obtenir une rémunération adéquate des psychologues et neuropsychologues⁴. Pour les doctorant.es en psychologie la grève des stages, appelée boycott, représente le moyen ultime pour démontrer l'importance de leur travail dans le système de santé québécois. Et cette fois, cette grève étudiante s'annonce victorieuse.

Pour la FIDEP et ses allié.es, il ne fait aucun doute que la réalisation des 80% de la tâche du psychologue, à raison de 32 heures par semaine, accomplie lors de l'internat mérite une rétribution. Ce niveau d'autonomie et de responsabilité, comparable à celui des résident.es en médecine qui perçoivent une rémunération, justifie en contrepartie, selon cette organisation, la distinction entre les stagiaires en psychologie et dans d'autres disciplines. La position défendue par la FIDEP est qu'un stage implique une dimension pédagogique par la supervision professionnelle, tandis que l'internat est, en quelque sorte, un tremplin vers la pratique professionnelle; une période probatoire avant d'exercer sa profession de façon autonome⁵.

Cette distinction, qui occupe une place importante dans l'argumentaire de la FIDEP, est non seulement élitiste, mais laisse derrière les autres stagiaires, qui donnent gratuitement leur force de travail et se précarisent, sans nécessairement accéder à l'éventuel

internat. La distinction s'applique aussi aux infirmières en pratique spécialisée: celles et ceux qui complètent la maîtrise sont rémunéré.es par le public pendant leur stage alors qu'elles doivent réaliser le même travail gratuitement lors des stages précédents. Il semble alors se dessiner une séparation en ce qui concerne la rémunération des stagiaires qui auront les ressources pour atteindre un niveau d'études supérieures et les autres. Pourquoi les gestes posés par les internes sont qualifiés de « gestes professionnels » alors que ceux posés dans un service de garde, une école ou un CLSC ne le sont pas? La valeur d'un travail ne devrait pas se mesurer au pouvoir de son ordre professionnel. Aider des élèves à développer des savoirs variés et émettre une prescription sont deux pratiques tout aussi professionnelles l'une que l'autre.

Le travail bénévole n'est pas seulement réalisé lors de l'internat. Un étudiant témoigne que, par exemple, pour accéder au doctorat en neuropsychologie, il a constaté que deux options sont possibles, soit obtenir des résultats prodigieux, ce qui est nettement plus facile sans l'obstacle d'un travail rémunéré, soit faire du travail gratuit. Cette dernière option s'adresse aux étudiant.es qui n'atteignent pas les résultats escomptés. Quand on dit bénévolat, il s'agit d'une espèce de taxe à la réussite où l'aspirant.e psychologue va effectuer des heures de travail auprès d'un.e ou de plusieurs enseignant.es en les assistant lors de recherches, de corrections ou d'expérimentations. Ces travaux devraient pourtant être reconnus et rémunérés dans l'enceinte universitaire.

Le bénévolat peut aussi se poursuivre lors des périodes de clinique obligatoire, où l'on doit se plier à plus d'ouvrage, et ce sans compter les heures de stages, les rapports des client.es durant les périodes de cliniques et les travaux académiques (recherches, rapports et prépa-

FIDEP

La Fédération interuniversitaire des doctorant.es en psychologie (FIDEP) représente les doctorant.es en psychologie de 6 campus universitaires. Depuis 2006, la FIDEP réclame une compensation financière pour les doctorant.es qui complètent leur internat, c'est-à-dire leur stage de fin d'études.

ration). Il est pratiquement impensable d'ajouter un travail rémunéré à cette liste déjà surchargée. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une politique officielle, cette « chance de réussite supplémentaire » engendre encore une fois une exploitation du travail étudiant. En effet, les responsables de l'enseignement ont le dernier mot sur le résultat final; il est donc courant que les étudiant.es en situation instable au niveau académique sont amené.es à rendre ces dits « services ». On associe donc la réussite à des motivations personnelles, sans remettre en question les conditions d'inégalités sociales.

•••••

Revendiquer un salaire pour l'ensemble des stagiaires, c'est court-circuiter la logique de hiérarchisation des métiers, professions et niveaux d'études. Par exemple, la séparation hiérarchique entre les médecins et les infirmières joue un grand rôle dans la rétribution financière du travail des stagiaires de ces domaines; les résident.es en médecine étant rémunéré.es contrairement à la majorité des infirmières en stage⁶. Et que dire des étudiantes sages-femmes qui font des stages gratuitement et en continu pendant trois ans dans le cadre d'un bac de quatre ans et demi, le jour comme la nuit, souvent loin de leur domicile, tout en sachant, qu'une fois sur le marché du travail, elles seront payées environ 1\$ par heure de garde. Cette hiérarchisation ne date pas d'hier puisque l'entrée des infirmières dans les hôpitaux et les asiles s'est faite en supprimant les connaissances et les savoir-faire des sages-femmes et avant elles des sorcières. Depuis, le métier d'infirmière s'est formalisé comme fonction subalterne en complémentarité avec celui de médecin, secteur historiquement contrôlé par la bourgeoisie masculine⁷. On comprend mieux pourquoi ceux et celles qu'on appellera bientôt doc, avec leurs six années de psycho-

6. Et ce même si la population étudiante en médecine s'est féminisée; bon indice qu'il n'y a rien de biologique là-dedans!

7. Pour en savoir plus: *Sorcières, sages-femmes et infirmières* de Barbara Ehrenreich et Deirdre English, 1983.

8. C'est cette posture de la FIDEP qui a poussé une reporter du *Soleil* à affirmer en juillet 2016: "La FIDEP ne réclame pas que les 700 heures de stages soient payées. Si c'était le cas, on pourrait comprendre la crainte de Québec de créer un précédent et de se retrouver avec d'autres demandes, notamment celles des futurs enseignants des niveaux primaire et secondaire et de professionnels de la santé".
<http://goo.gl/4RwUBs>

9. D'ailleurs, les psychologues du secteur public qui, à l'heure actuelle, refusent de superviser des stagiaires, en solidarité avec le mouvement, sont menacés de représailles par leur employeur, selon lequel il s'agirait d'un moyen de pression illégal de leur part en vertu de la convention collective en cours. Voir l'article de Louis Gagné dans le *Journal de Montréal* du 3 août 2016:
<http://goo.gl/fvuTVI>

10. Nous remercions Jaouad Laaroussi, Fred Michaud, Noémie Lemieux et Eddy Larouche pour leur temps et leur témoignage qui nous ont permis de réaliser cet article et le précédent.

logie à l'université, revendiquent d'être traités comme leurs homologues médecins.

Mais la proposition de salarier les stages n'est pas une fin en soi; c'est plutôt un point de départ pour politiser la reproduction sociale via les institutions scolaires, par la voie du travail étudiant. Bien qu'il s'agisse d'une revendication rassembleuse, il faudra d'abord renverser la tendance actuelle à la compétition non seulement entre les personnes en formation, mais aussi entre les professions. Jouer la carte de l'identité professionnelle ne permet que de formuler quelques réformes à la pièce, qui ne profite qu'à une minorité. Il n'est donc pas surprenant que la lutte menée par la FIDEP se fasse surtout dans une logique corporatiste, où l'on souligne l'importance du travail des prochain.es psychologues, dans l'espoir de voir naître de nouveaux programmes de bourses⁸. Cependant, la perspective d'une rémunération pour des stagiaires venant d'un domaine à cheval entre la médecine et les sciences sociales, comme la psychologie, offre l'opportunité d'une alliance pour une rémunération de l'ensemble des stagiaires. La grève dans le domaine de la psychologie représente une brèche politique importante à saisir pour le mouvement étudiant. Il est commun aux campagnes de grèves étudiantes d'en exclure les stagiaires, comme des intouchables, des exceptions à la règle. Parfois il s'agit de raisons pratiques; les stagiaires sont dispersés géographiquement, mais aussi par peur de l'inconnu, de ce qui pourrait vraiment arriver si les stagiaires s'organisent politiquement de manière sérieuse. Car nul ne peut ignorer que les stagiaires détiennent un moyen de pression des plus importants⁹.



En d'autres mots, un support aux moyens de pression des étudiant.es en psychologie est nécessaire, mais en dépassant la logique corporatiste des différentes professions, héritée des ordres professionnels et transmise par les institutions scolaires. Pour y parvenir, nous invitons les personnes motivées à s'organiser dans tous les campus en comité de travail afin d'entamer la réflexion pratique sur le travail étudiant. Mais qu'est-ce que ça peut vouloir dire? D'abord, parler à ses collègues de classe et former un petit groupe, partager des problématiques vécues et trouver des solutions concrètes pour les dépasser. Ensuite, entrer en contact avec des stagiaires en psychologie, en éducation ou tout autre domaine ciblé par le travail gratuit, pour afficher un appui à leurs mouvements. Et qui sait, pourquoi pas convaincre ses collègues de faire la grève des stages pour réclamer le plein salaire de l'ensemble des stagiaires¹⁰! ◇

Tout récemment, une nouvelle initiative étudiante est née, soit l'ouverture, le 1^{er} septembre 2016, d'une auberge autogérée des étudiantes sages-femmes québécoises (AAESFQ). La mission de l'auberge est de permettre un hébergement à proximité, car le programme en soi demande beaucoup de déplacements, et de diminuer les coûts. De plus, l'auberge veut amener l'esprit d'entraide financière et logistique: établir un budget, faire du covoiturage, créer une cuisine collective et se faire des alliées. De par leur cotisation étudiante provenant des frais de scolarité payés chaque session, à l'Association des étudiantes sages-femmes du Québec (AESFQ), un pourcentage du montant versé va directement à l'auberge. Les étudiantes sages-femmes ont donc de facto le titre de membre de l'auberge (AAESFQ). De cette façon, les futures sages-femmes ont accès à tous les services qu'offre celle-ci, selon la disponibilité des lieux et les tarifs fixés.

Culture à la chaîne

PAR PIERRE LUC JUNET



La pratique professionnelle des arts visuels aujourd'hui est représentative des changements profonds qui ont bouleversé le monde du travail depuis les trente dernières années. Parmi le foisonnement d'emplois nouveaux

reliés à la densification de l'industrie de la culture, un bon nombre d'entre eux requiert des notions et pratiques multidisciplinaires. Car les travailleurs.euses de la culture, dans leur grande majorité, ne sont pas les êtres spécialisés d'autrefois qui s'attelaient à leur tâche suivant le rythme mécanique et quotidien du dressage industriel. L'usine dans laquelle ils et elles évoluent a changé: elle n'est plus ce lieu d'attache où le travail se vivait au rythme des longues heures s'enchaînant dans le bourdonnement des machines. Là où on construisait jadis en masse des objets à valeur d'usage, tels des chaussures ou du tissu, se substituent d'autres objets ayant une valeur d'échange qu'il s'agit de fixer dans la concurrence la plus sauvage.

La reconfiguration du capitalisme mondialisé, ayant comme axe de développement majeur l'accroissement de l'industrie culturelle, révèle deux vérités: la dégradation des conditions de travail qui vont aller en s'empirant, en raison de la mise en concurrence des travailleurs et travailleuses autonomes de la culture, et conséquemment, la difficulté d'élaborer une quelconque solidarité syndicale. En effet, dans ce monde nouveau où chaque jour se présente comme une nouvelle bataille sur le marché frétilant de la culture, l'absence d'un quelconque « syndicat de la culture » se fait cruellement ressentir.

Lorsque le travail fonctionne par réseaux se reformant continuellement à mesure que le débit de travail est élevé, où les mots d'ordre sont fluidité, dynamisme et mobilité, la possibilité de s'organiser durablement entre collègues au sein d'un même milieu de travail est considérablement réduite. Afin de les préparer à ce nouveau travail débarrassé des folles demandes du mouvement ouvrier, les étudiant.es de ces disciplines sont pour la plupart conditionné.es très tôt à la soumission et au respect de la loi du milieu. C'est pourquoi on leur recommande fortement de s'engager dans des stages non rémunérés où ces dernier.ères auront *la chance* de rentrer en contact avec un univers professionnel adapté. Là, ils et elles pourront tâter le pouls de l'industrie, son rythme, ses besoins actuels, tout cela dans le but de se « mettre en valeur » de manière à stimuler l'intérêt de l'employeur. Autrement dit, la liberté associée au fait d'être travailleur.euse autonome et de gagner sa vie en produisant de la culture vient avec sa propre servitude, et c'est de celle-ci dont il sera question dans ce texte.

Autrefois, c'était le maître qui, durant de longues années, enseignait les rudiments d'un métier à l'élève. Cette tradition ancestrale, ancrée dans le conservatisme et le respect de l'autorité, favorisait le sentiment d'appartenance à une communauté du travail. Le mouvement ouvrier a tissé sa toile ainsi, reproduisant dans la confrérie syndicale virile celle du travail à l'usine ou des ateliers. Il faudrait prendre acte de la nouvelle communauté du travail qui résulte de l'apprentissage moderne à l'heure où l'usine-monde standardise sa gigantesque production culturelle. Au coeur de ce monde nouveau se trouve l'Université, qui a perdu tout caractère public à force de s'adapter au marché telle une entreprise privée exemplaire, ce qu'illustrent à merveille les stages d'exploitation non rémunérés. Ces stages bénévoles, d'une durée relative qui peut al-

ler jusqu'à plusieurs mois, permettent aux patron.nes de profiter d'une main-d'œuvre en deçà de la précarité. En voici un exemple concret: un festival de cinéma montréalais réputé cherche au moment d'écrire ces lignes un.e stagiaire du 1^{er} septembre au 1^{er} décembre. La personne sélectionnée devra travailler quatre jours par semaine au bureau de l'employeur de septembre à octobre, cinq jours par semaine d'octobre à novembre, puis tous les jours durant les dix journées du festival et finalement trois jours par semaine à la suite de l'événement. Les tâches nombreuses que la personne cumulera iront de la logistique terrain à la coordination générale et aux relations publiques. Pour ce faire, elle recevra comme compensation... un passeport d'entrée pour toutes les activités dudit festival et une carte OPUS d'une durée de trois mois. Dans ces conditions, qui exactement peut donner autant de son temps gratuitement?

L'argumentaire à la défense des stages non rémunérés est le suivant: puisque les patron.nes sont très qualifié.es et les stagiaires la plupart du temps des étudiant.es sans expérience, les premier.ères donnent davantage qu'ils et elles ne reçoivent. C'est l'expérience, le milieu de travail, les contacts qui constituent la valeur ici. Un salaire *en plus* serait inapproprié puisque la personne stagiaire n'est pas réellement en mesure de travailler selon les besoins réels de l'employeur. Celui-ci donne de petites tâches au ou à la stagiaire et lui fait d'abord profiter de l'environnement de travail en lui montrant ce que lui sait faire. Quel est le véritable intérêt des patron.nes? Être de bons maîtres. C'est une relation classique de maître à élève, mais beaucoup plus courte et épurée. Le maître veut faire profiter de sa connaissance parce qu'il aime son métier; ainsi tourne la roue. Les risques que prennent les patron.nes sont du même ordre que ceux pris au nom du progrès de l'industrie. On ne peut tout de même pas monnayer ceux et celles qui sont là pour apprendre en plus; car l'apprenti.e peut et doit faire des erreurs alors que le maître, lui, est infaillible. De toute façon, les gens qui désirent vraiment percer dans le milieu devront sacrifier

beaucoup pour leur carrière. Les meilleur.es pour leur épingle du jeu, qui parviendront à force de dévouement et de ruse, obtiendront un emploi. Il s'agit bien là d'un discours imprégné de conservatisme qui est largement partagé dans le milieu. La réalité est pourtant tout autre.

Dans mon domaine (le cinéma), les offres de stage que je vois passer ne correspondent aucunement à cette idéologie traditionnelle de l'apprentissage qui sert à justifier l'absence de salaire. On demande aux stagiaires d'être performant.es et on leur confie de plus en plus de tâches complexes. Le processus de sélection est classique: demande de références et entrevue. En réalité, les apprenti.es ne sont plus les mêmes qu'autrefois. Toute la pertinence de l'apprentissage traditionnel reposait sur la figure patriarcale du père de famille, unissant l'élève et le maître par une relation de soumission. Aujourd'hui, c'est avec l'entreprise ou avec un.e travailleur.euse autonome qu'on signe un contrat d'une durée très courte et sans perspective d'avenir concrète. En vérité, la part d'apprentissage qui résulte de pratiques autodidactes permises par le partage des connaissances via Internet, par exemple, est considérée par les employeur.euses qui recherchent d'abord et avant tout ceux et celles aptes non pas tant à apprendre plutôt qu'à *travailler sur-le-champ*. Le festival de cinéma cité précédemment en est un bon exemple: l'objectif n'est pas d'ouvrir les portes à un.e étudiant.e pour lui révéler un milieu de travail qu'il ou elle pourrait éventuellement rejoindre un jour, mais plutôt d'exploiter cet étudiant.e en vue de la réussite effective de l'événement en lui laissant accomplir de nombreuses tâches dont les responsables veulent se délester.

Ce que je suggère, c'est que la réalité des stages non rémunérés dans le domaine de la culture révèle la crise de la formation et les limites de l'enseignement académique. Mon département (à Concordia) est en transition depuis quelques années. Il a acquis sa réputation en offrant des connaissances aiguës dans un domaine jadis très spécialisé et sélectif, ainsi que par l'affirmation de

son inclinaison artistique et expérimentale. Or, le bouleversement de l'industrie (dans ce cas-ci, le passage du film au numérique) et, plus globalement, la densification de l'industrie culturelle dans sa totalité ont eu des conséquences notables sur l'offre fournie par le département. La demande n'est plus la même: tout va maintenant beaucoup plus vite, que ce soit l'innovation technologique, l'apprentissage et, bien entendu, la croissance du nombre de demandes de boîtes de production ou de festivals pour des stagiaires. La non-rémunération, c'est en fait la preuve que l'université n'est pas adaptée à cette réalité. Les stagiaires ne sont ni des étudiant.es, ni des apprenti.es; ce sont des jeunes travailleur.euses qui connaissent les besoins du marché, parce que celui-ci coupe l'intermédiaire entre lui-même et l'étudiant.e, soit l'université.

On nous demande ainsi non pas de vendre nos compétences via le salariat, comme n'importe quel.le travailleur.euse, mais de les donner entièrement, dans l'espoir, somme toute relatif, que « ça finira par payer ». Et pourquoi donc ça ne payerait pas tout de suite? Les crédits universitaires s'achètent pourtant à fort prix: celui du travail salarié que la plupart des étudiant.es doivent effectuer dans leurs *temps libres*, c'est-à-dire les vacances. Travail ou pas, pour beaucoup, c'est l'endettement auprès de l'Aide financière aux études. D'une manière ou d'une autre, c'est la précarité, le salaire minimum ou un peu plus que le bien-être social pour couvrir les fins de mois. Dans ces conditions, le prix à payer pour le diplôme, considérant en plus cette honteuse pratique des stages non rémunérés, excède largement le temps d'investissement consacré. Sa valeur est bien basse comparativement aux souffrances qu'engendrent l'endettement et la pauvreté étalée sur quelques années. Les stages sont en définitive l'insulte finale de fin de parcours, où on nous dit qu'il faut en donner encore davantage pour en recevoir moins.

Pour les travailleur.euses de la culture, la clef du succès rime ainsi avec flexibilité, autonomie, mobilité: une certaine conception capitaliste de l'autogestion dans laquelle ils

et elles sont libéré.es de la contrainte des vieilles structures entrepreneuriales et, bien souvent, de son syndicalisme bureaucratique, qu'on ne parvient plus à distinguer du patronat tant la collaboration entre les deux est patente. Ceux-ci et celles-ci sont ainsi à l'image de ce capitalisme dynamisé et de sa constante quête de croissance économique. Cette croissance à atteindre est défiée par la nouvelle concurrence internationale issue de la reconfiguration économique qui a suivi la fin de la Guerre froide. En contrepartie d'un salaire concurrentiel, pas de lourde structure bureaucratique à considérer: la personne employée, souvent contractuelle, fournit à la demande et s'engage pour un temps limité. Pour être sélectionnée, elle doit se démarquer. La versatilité de la personne candidate est une police d'assurance pour le patron ou la patronne qui s'attend à ce que l'employé.e futur.e soit apte à travailler aux différentes étapes de la production. On demande donc aux jeunes travailleur.euses d'être branché.es et autodidactes, aussi rapides qu'une connexion haute vitesse, capables de répondre à la demande frénétique de la production culturelle. On les prépare au marché du travail en s'attendant à ce qu'ils et elles soient déjà prêt.es à faire face à la cruauté découlant d'une logique qui stimule la compétitivité et la division du travail basée sur une méritocratie au sein de laquelle règnent d'odieuses inégalités. De surcroît, la division sexuelle du travail, tout comme la difficulté qu'ont les personnes racisées à prétendre aux postes les plus en vue, sont violemment maintenues par la tradition bourgeoise, blanche et masculine de l'industrie.

Le nécessaire apprentissage du *multitasking* rend les choses encore plus difficiles. Il faut être opérationnel.le sur plusieurs terrains à la fois. Lorsqu'on est dans le secteur de la vidéo comme je le suis, il n'est pas rare que l'on soit responsable à la fois de filmer les images, de prendre le son, de faire des entrevues, de monter le vidéo et de gérer la post-production. Quoi de pire que de travailler pour des compagnies minables où on vous demande précisément de *tout faire pour rien*? On nous fait comprendre que si on as-

pire à devenir travailleur.euse de la culture, on devra se vendre à des employeurs qui exigeront tout de nous sans rien comprendre à notre travail. Notre autonomie sur le plan économique se bâtit à mesure de notre capacité à nous démarquer et à nous entourer des bonnes personnes, c'est-à-dire à placer d'autres travailleur.euses de la culture à notre service. Pour se tailler ne serait-ce qu'une petite place dans ce monde hostile, on doit jouer du coude, être opportuniste à mort, éléments qui caractérisent d'ailleurs ceux et celles qui ont l'habitude de l'action politique: ici par contre, la sagacité et le réflexe politique sont presque toujours au service de la réussite personnelle et à peu près jamais au service du bien commun. Autrefois, les artistes avaient le temps de créer parce que ce temps était libre du travail; bourgeois et petits-bourgeois pouvaient représenter la dure vie des prolétaires et se mêler aux grandes discussions quant à leur avenir. Aujourd'hui, la logique même du travail est intégrée à l'activité artistique jusqu'à ne faire plus qu'un avec elle, projetant ainsi les artistes dans le

temps historique du Capital et en faisant des prolétaires d'un type nouveau.

En plus de la douloureuse contradiction entre, d'une part, la nécessité pour ces travailleur.euses bien souvent démunies de s'organiser selon *la position qu'ils et elles occupent dans la société*, et d'autre part, la concurrence brutale qui les oppose, on peut également se désoler du silence de bien des organisations politiques à ce sujet, et particulièrement dans le mouvement étudiant dit combatif. Malgré que le nombre d'étudiant.es soit toujours à la hausse dans les programmes à vocations culturelles, ce mouvement peine à produire une analyse capable de rejoindre autant leur réalité immédiate — les stages, les premiers contrats — que celle, à venir, du travail salarié. Cela fait écho à l'absence quasi totale d'une culture politique dans le domaine, ce qui se répercute bien évidemment dans le monde du travail par la suite. En témoigne le fait que les organisations de défense des travailleur.es de la culture sont essentiellement des regroupements apolitiques de défense de droits confinés à un rôle d'appui juridico-légal, comme l'Union des écrivains et écrivaines du Québec et les Conseils régionaux de la culture. Le manque d'analyse et de stratégie politique y est accablant et témoigne de la difficulté des mouvements sociaux traditionnels à renouveler leurs pratiques de luttes et leurs façons d'appréhender ces nouvelles catégories de travailleurs et de travailleuses. La question de l'organisation politique devient alors urgente et celle-ci commence là où les rapports sociaux appréhendés au travail sont inculqués le plus hâtivement: dans les stages. La contestation des stages non rémunérés est ainsi une possibilité de contester la situation d'apathie qui caractérise le milieu culturel québécois, non pas tant dans sa production que dans le rapport des travailleur.euses de la culture envers les puissances économiques qui tentent d'exploiter celle-ci. ◇



Appel interurbain

PAR JADD-ABIGAËL CÉRÉ ET ÉTIENNE SIMARD

Pour quiconque expérimente l'organisation d'une lutte en région, il n'est pas rare d'avoir l'impression de se battre contre des moulins à vent. L'isolement, le manque de ressources et les réactions hostiles face aux efforts militants font la plupart du temps douter des capacités réelles de son milieu à mener à bien un combat. À ce compte-là, comparer sa propre situation avec celle de la métropole fait se sentir con.ne d'habiter en région, alors que « maintenant tout le monde est à Montréal », comme le chantait Joël Martel et les Patates impossibles¹.

On dirait que c'est dans la métropole que les choses se passent et que la vie y est meilleure. Ce qui semble tout naturel au Cégep de Saint-Laurent ou à l'UQAM prend chez soi, à Gatineau, Sherbrooke, Saguenay ou Rimouski, les proportions d'une lutte ardue contre les mentalités parfois très conservatrices. Au Cégep de Jonquière, par exemple, il n'y a présentement aucun comité féministe, et les démarches pour en créer un se heurtent à de vives protestations de la part de jeunes hommes qui crient à l'injustice et à la discrimination. Pour les tentatives de grève, des centaines d'étudiant.es, majoritairement des programmes techniques, se mobilisent pour les contrer. Les capacités de mobilisation meurent à petit feu, faute de relève ou de moyens d'approcher les gens. Et pas besoin de rouler longtemps à l'extérieur de Montréal pour se sentir loin du grand centre. Au Cégep de Saint-Jérôme, en assemblée générale, un blocage massif des propositions de principes féministes fait penser que les efforts nécessaires à la mobilisation sont trop importants pour que ça en vaille la peine.

Et pourtant, il y a les fois où le mouvement a levé, des moments de radicalisation à vitesse éclair, qu'on a vécu ou dont on a entendu parlé, où notre coin de pays est devenu, l'instant d'un moment, la plaque tournante

d'un vaste mouvement ou le théâtre d'une lutte locale victorieuse.

« PENDANT QUE ÇA TRIPE EN VILLE, NOUS AUTRES ON MONTE DES CRISES DE BILLS »

Les explications généralement formulées par la gauche comme par la droite du mouvement étudiant pour saisir les difficultés d'organisation en région sont essentiellement les mêmes. La vie coûte beaucoup plus cher dans bon nombre de régions; les services y sont moins accessibles et parfois inexistant; la distance entre les villes est importante; les jeunes tendent à déménager dans les grands centres pour étudier, travailler et s'émanciper². Et que dire de l'accès à la culture, des nombreux espaces créatifs, des bibliothèques, de l'éventail des programmes offerts, du caractère cosmopolite de la grande ville? Il est difficile de ne pas y songer avec un mélange d'envie et de ressentiment. Disons qu'il y a de quoi attirer les plus motivé.es parmi nos collègues et ami.es, ce qui ajoute aux difficultés.

On ne saurait pourtant réduire la question à une comparaison des portraits sociodémographiques. Les disparités socioéconomiques et le développement inégal entre les territoires sont les effets de l'organisation historique de l'économie à l'échelle de la province, organisation basée sur une dynamique centre-périphérie. En gros, la bourgeoisie « provinciale », entendre montréalaise, utilise les outils législatifs, financiers, techniques, culturels dont elle dispose pour subordonner le développement des autres régions à celui de la ville désignée comme centre, et pour s'assurer que cette dernière demeure le centre. Les personnes résidant dans la métropole, quant à elles, profitent – un peu et inéquitablement, bien entendu – des avantages du centre, principalement sous forme de services locaux accessibles, publics ou privés: le transport, la culture, les loisirs et l'éducation.

1. Les patates impossibles, 418.

<https://youtu.be/AVcE-OnieCA>

2. Institut de la statistique du Québec, *La migration interrégionale au Québec en 2014-2015: la région des Laurentides sort grande gagnante, la Côte-Nord grande perdante*, 2016.

<http://goo.gl/ZxrHwr>

3. On serait tenté de nuancer cette analyse en y ajoutant un second pôle métropolitain: Québec. Cette dernière bénéficie effectivement d'un statut particulier, surtout depuis qu'elle a obtenu son statut de capitale nationale du Québec et les pouvoirs liés à cette position. Cependant, sa bourgeoisie a joué un rôle minime dans la structuration et sur la planification du développement à l'échelle provinciale, si l'on compare à la bourgeoisie montréalaise. La rivalité chauvine entre les deux villes a d'ailleurs été en grande partie produite par l'écartement historique de la bourgeoisie de Québec.

4. Leur site Web:
<http://goo.gl/FvNC1W>

5. Leur histoire:
<http://goo.gl/qr9O2O>

6. Une archive de leur site Web:
<https://goo.gl/RND5pt>

« ON EST UNE RÉGION ÉLOIGNÉE, DE QUOI? DES SIÈGES SOCIAUX! »

On se doute qu'il y a également des centres secondaires, qui reproduisent une dynamique semblable à l'intérieur d'une région, entre la ville et la campagne, notamment pour ce qui est de l'accès aux services. Par exemple, nous, les deux auteur.es de ce texte, sommes originaires de l'Outaouais, l'un du sud et l'autre du nord, l'un de la ville et l'autre de la campagne. Le premier a eu le choix d'aller au cégep à Gatineau, dans son coin, en français ou en anglais. Il en est de même pour le baccalauréat, il a pu choisir parmi quatre universités couvrant un grand nombre de programmes, si l'on considère celles situées sur la rive ontarienne. La seconde, habitant à Maniwaki, n'avait, quant à elle, pas ce choix. Elle a donc dû quitter son coin de pays, comme tout.es les étudiant.es de la Vallée de la Gatineau souhaitant poursuivre leur scolarité. Elle a déménagé à Jonquière pour un programme particulier, mais elle aurait très bien pu partir pour Montréal comme plusieurs le font en quête de perspectives plus prometteuses.

Tout cela pour dire que cette structure composée de divers paliers de dépendance – villages ruraux, villes secondaires, métropole – est l'expression territoriale qu'a prise le développement du capitalisme industriel durant le siècle dernier, au Québec comme ailleurs. Et c'est l'idéologie nationaliste qui lui donne sa cohérence³.

« SI TOUT LE MONDE SE RAMASSE LÀ, FAUT CROIRE QU'ON N'EST PAS DU MONDE »

Les mouvements sociaux ne sont pas en reste. Les structures du mouvement étudiant, comme celles de la plupart des autres mouvements sociaux, sont le reflet de ce rapport entre le centre et la périphérie. On s'entend: il est tout à fait logique que les mouvements s'organisent de manière à confronter l'État à chacun de ses paliers, à partir d'un campus jusqu'au ministère de l'Éducation. Il est également stratégique de mettre en commun les ressources de différentes associations lo-

cales pour constituer un mouvement plus fort. Cependant, les avantages conférés à la métropole, dont nous avons parlé plus haut, et l'omniprésence de l'idéologie nationaliste tendent à reproduire une structure de dépendance à l'intérieur même du mouvement étudiant. C'est ainsi que, dans une organisation comme l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), les savoir-faire se centralisent au niveau « national », donc au niveau montréalais: la représentation externe et médiatique du « national » l'emporte sur l'organisation d'étudiant.es à la base au local. Les associations locales auront tendance, pour la plupart, à perdre de la vitalité ou à devenir carrément moribondes, attendant les mots d'ordre et le matériel de campagne de la métropole au lieu de prendre des initiatives.

Ces contradictions inhérentes à l'organisation politique n'existent pas sans créer de tensions. À Montréal, elles occasionnent des conflits parfois rudes entre militant.es sur la légitimité de l'hégémonie du palier national, comme cela a été le cas autour de la grève étudiante de 2012 avec les critiques de Force étudiante critique⁴ et des comités de mobilisation plus autonomes, comme le Comité femmes GGI de l'UQAM⁵. Même situation lors de la grève la plus récente avec les critiques du Comité Printemps 2015⁶, une autre initiative détestée de « l'équipe nationale ». À l'échelle de la province, ces critiques sont davantage orientées sur ce qui est présentement appelé « montréalocentrisme ». Le comité P15, qui se présentait comme national, malgré des ébauches de comités locaux, en a lui-même été la cible.

« T'ES COMME LA TOURTIÈRE NORMALE QUI DEVIENT UN PÂTÉ À VIANDE »

Ces tensions reviennent de manière cyclique dans le mouvement étudiant, peu importe l'organisation. Il y a une quinzaine d'années, en réponse aux critiques selon lesquelles le Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE) était confiné à Montréal, une proposition de décentralisation a été à l'origine de la création de conseils régionaux dans

l'ASSÉ, naissante à l'époque. Puisque cette association était minoritaire dans toutes les régions du Québec par rapport aux fédérations étudiantes, les conseils régionaux n'ont jamais eu la capacité décentralisatrice souhaitée, et l'organisation a plutôt eu tendance à se centraliser. Du côté de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), ces tensions avaient mené à la création des Associations des universités de régions (ADUR), une table de concertation qui servait à formuler des propositions communes pour répondre aux besoins spécifiques des établissements hors de Montréal. Le résultat a été de créer un poste de coordonnateur des régions au sein de la fédération étudiante. C'est un peu dans la même veine que le congrès de l'ASSÉ a récemment mis sur pied un comité ad hoc antimontréalocentrisme.

Dans le cas de la défunte fédération comme dans celui de l'ASSÉ, aucune remise en question de la centralité du palier national à l'horizon. Au contraire, il y a plutôt une tendance à réclamer davantage de lui, renforçant du coup la position dépendante des associations de régions. Du côté de l'ASSÉ, on pourrait s'attendre à ce que les éléments de gauche en région aient davantage conscience des dynamiques de dépendance historique et structurelle vis-à-vis du centre et qu'ils développent par conséquent une critique du palier national. Or la critique est exclusivement orientée à l'endroit d'associations locales et de groupes organisés dont les positions ou pratiques sont plus à gauche que celles de leur association « nationale ».

L'absence d'un plan de décentralisation à l'ASSÉ laisse deviner qu'on est face à une volonté de faire de Québec un second pôle métropolitain, et de renforcer l'influence de celui-ci sur les régions qui sont plus éloignées de la métropole, un peu à l'image de la bourgeoisie de la capitale et de ses politicien.nes, qui aspirent toujours vainement être *calife à la place du calife*. Dans cette conjoncture, quoi qu'on en dise, cette manoeuvre opportuniste tend à entraîner l'ASSÉ, et indirectement l'ensemble du mouvement étudiant, vers la droite.



**« AVEC LES BONHOMMES À CRAVATE
QUI DÉCIDENT DE PRESQUE TOUT? »**

Dans la phase actuelle du capitalisme, les métropoles de par le monde ont tendance à se couper de leur arrière-pays respectif pour transiger entre elles. En réaction, les centres secondaires situés dans les régions périphériques tendent à transiger entre régions similaires, parfois sans respecter les frontières nationales. Il n'est pas encore clair si le mouvement étudiant se réorganisera progressivement un peu de la même manière, au fur et à mesure que la marchandisation de l'éducation se structurera de façon transfrontalière, ou s'il se cantonnera au cadre « national » pour résister à la mondialisation néolibérale.

Cela dit, pour consolider les forces de la gauche étudiante tout en évitant l'hégémonie d'un centre métropolitain, il faut multiplier les pôles de pouvoir. Comment y arriver? Notamment en renforçant et en autonomisant les structures régionales et en supprimant l'exécutif « national », même si on maintient une structure de coordination. Dans bien des cas, à défaut d'avoir suffisamment d'associations où la gauche étudiante y est solidement organisée, il est souhaitable de flexibiliser les instances régionales pour y inclure tous les comités, groupes d'affinités, organismes, clubs, journaux ou individus de gauche et féministes désirant consolider la gauche étudiante. Si on suit cette logique, il n'est pas non plus nécessaire de respecter le cadre de la province comme entité logique et légitime. Dans l'Outaouais, par exemple, il est possible d'imaginer une formalisation des rapports entre la gauche étudiante de part et d'autre des rives de la rivière des Outaouais. De fructueuses collaborations ont eu lieu à ce jour et il serait plus que souhaitable de les cimenter.

**« ON EST UNE POIGNÉE D'MONDE
QUI VEULENT TRIPER »**

Bien entendu, les structures ne suffisent pas. On aurait beau avoir des principes d'organisation les plus démocratiques et les plus combattifs qui soient sur papier, seules des pratiques de lutte autonome au quotidien et une culture militante leur donnant sens peuvent permettre de les faire vivre. Si, à Montréal, on réussit à maintenir une telle culture dans divers milieux, c'est qu'il y a des militant.es d'expérience qui se font un devoir de passer le flambeau, de transmettre des savoir-faire et des notions historiques, et ce, non seulement à travers des ateliers, mais aussi en maintenant un dialogue constant avec des militant.es de la relève. En région, on en trouve beaucoup moins. Il y a bien quelques groupes comme le collectif Emma Goldman au Saguenay et des militant.es anarchistes et maoïstes en Outaouais et à Sherbrooke pour assurer une certaine continuité. Cependant,

la tâche est énorme, notamment parce que plusieurs sont partis à Montréal, par désir ou par obligation. Cela ne les empêche absolument pas de maintenir un lien de confiance avec des nouveaux et nouvelles et de continuer à leur donner un coup de main, ni de s'y impliquer directement.

Finalement, dans l'ensemble des établissements d'enseignement, incluant ceux de Montréal, ce qui importe le plus pour le moment est la remise au goût du jour de pratiques plus inclusives et participatives permettant la prise en charge de l'ensemble d'un processus d'organisation d'une lutte, de la formulation des revendications jusqu'à l'exécution d'un plan d'action. Un militant de l'Université de Sherbrooke nous racontait récemment que, durant la dernière année, les éléments actifs sur le campus se rassemblaient autour du comité *femmes* et des étudiantes en enseignement réclamant la rémunération du quatrième stage et défendant les conditions de travail des enseignantes et enseignants, dans le cadre des négociations du Front commun. On retrouve également à Trois-Rivières, à Saguenay, à Québec et à Sherbrooke des étudiantes et étudiants du doctorat en psychologie qui ont résolu de faire la grève des stages et de l'internat pour réclamer un salaire durant celui-ci.

Plutôt que de porter une campagne sur la précarité étudiante formulée et préfabriquée à Montréal par un palier prétendument national et représentatif, ne serait-il pas souhaitable de s'organiser en comités d'appuis aux luttes pour la rémunération des stages portés par des étudiant.es en grève volontaire – plus décentralisée que ça, c'est difficile à imaginer – et ce, aussi corporatistes que soient ces luttes. Il s'agit d'une excellente opportunité à saisir pour entreprendre un dialogue avec les étudiant.es des programmes techniques et professionnels afin d'élargir le mouvement pour la rémunération des stages et, plus largement, pour la valorisation du travail étudiant, notamment via un salaire. ◇

Le mépris comme salaire de notre peine

PAR THIERRY BEAUVAIS-GENTILE ET LOUIS-THOMAS LEGUERRIER

Bien plus qu'un simple montant d'argent associé à une tâche particulière, le salariat est un système, une institution, un rapport social permettant d'organiser la collaboration entre les individus sur laquelle repose la reproduction collective de la société. Les nombreuses théories critiques du système capitaliste ont montré que cette relation sociale en apparence simple implique en fait une lutte entre des intérêts opposés, un rapport de pouvoir impliquant vols, violences et contraintes, à travers lequel la force de travail des salarié.es est exploitée par les patron.nes qui s'approprient celle-ci

en échange d'un salaire. Cette exploitation des salarié.es par le patronat qui fixe et dispense les salaires est le thème central de ce qu'on appelle depuis le XIXe siècle (et qui est aujourd'hui en train de tomber dans l'oubli) le mouvement ouvrier. Aborder en profondeur les analyses critiques du salariat n'est pas possible ici; il s'agit simplement de rappeler que c'est parce qu'il a été vécu et problématisé comme un rapport de pouvoir entre des intérêts opposés que celui-ci, en tant que relation sociale, a donné lieu à l'apparition du mouvement ouvrier, dont l'action a été à maints égards déterminante pour

les avancées sociales des deux derniers siècles. En permettant à la partie sans cesse défavorisée de la relation salariale de s'affirmer et de revendiquer une vie meilleure, les luttes ouvrières ont permis de mettre en lumière la nature profondément politique du salariat. Ainsi, c'est dans l'espoir de voir le mouvement étudiant se faire à nouveau le véhicule d'un projet social capable de lancer une offensive contre les politiques de droite du gouvernement que nous vous proposons ce début de réflexion sur la nécessité pratique et le potentiel subversif de la revendication du salariat étudiant.

Ce qui fait du salariat un espace de lutte plutôt que l'exercice d'une domination pure et simple, autrement dit ce qui donne un certain pouvoir même aux plus exploités.es des salarié.es, est la reconnaissance — impliquée par l'existence même du salaire — que leur travail est précieux, voire indispensable pour les patron.nes qui se



l'approprient en échange d'une rétribution. C'est pourquoi le patronat doit s'accaparer cette force de travail par l'entremise du salariat, établissant ainsi un rapport par lequel il se rend dépendant des travailleur.euses au moment même où il exerce sur eux et elles le pouvoir que lui confère la propriété des moyens de production. Cette conception du salariat est de plus en plus délaissée au profit d'une soi-disant conciliation des deux partis et elle est rendue méconnaissable par le

mouvement ouvrier ne pourraient faire en sorte que s'estompe complètement la conscience que les travailleur.euses ont de détenir un certain pouvoir sur leurs patron.nes.

D'une telle conscience, les étudiant.es sont malheureusement dépourvu.es. Le mouvement étudiant québécois, ayant emprunté ses principes organisationnels et idéologiques au mouvement ouvrier tout en pratiquant un syndicalisme unique en son genre (puisque



spectacle sans cesse répété de la négociation à la baisse des conventions collectives par les syndicats. Elle ne s'en trouve pas moins réaffirmée chaque fois que les salarié.es font valoir leur droit en tant que possesseurs d'une force de travail essentielle à la société. Et une telle situation n'a pas fini de se reproduire: même la faillite actuelle du syndicalisme et l'immense vide laissé par la disparition du

n'étant pas encadré par le Code du travail), a su s'affirmer à quelques reprises comme une force politique et sociale non négligeable. Il y est parvenu notamment en déclenchant des grèves générales qui, lorsque les conditions sont réunies, sont susceptibles d'avoir un impact sur l'ensemble de la société. Toutefois, comme ce rapport de force entre les étudiant.es et le reste de la société

ne s'inscrit pas dans la relation sociale du salariat, il doit être formulé autrement par ceux et celles qui l'assument et le défendent. N'étant pas des salarié.es, les étudiant.es qui souhaitent lutter contre la dégradation de leurs conditions d'étude doivent d'abord réfuter l'idée, toujours présente implicitement, selon laquelle leur activité, étant tout à fait improductive et donc inutile à la société, représente un luxe dont les coûts devraient être assumés par eux et elles seul.es.

Face à une telle situation, le mouvement étudiant, au fil de ses campagnes et de ses luttes, a su développer un habile discours visant à démontrer que, l'éducation supérieure comportant des bénéfices pour l'ensemble de la société, c'est l'ensemble de la société qui devrait contribuer à supporter celle-ci, aussi bien moralement que financièrement. Pour ce faire, les militant.es qui font la promotion des revendications et des luttes étudiantes doivent fonder leur argumentaire sur une projection dans l'avenir nous invitant à considérer tout ce que les personnes ayant eu accès aux études supérieures pourront réaliser ensuite sur le marché du travail. Il est vrai que le discours officiel de l'ASSÉ, contrairement à celui de la FECQ et de l'ex-FEUQ (maintenant l'UEQ), porte beaucoup moins sur la productivité future des étudiant.es — ce qui s'inscrirait directement dans la logique de « l'économie du savoir » — que sur le « droit à l'éducation », dans une logique citoyenniste : « l'éducation doit être accessible à toutes et tous puisqu'elle forme des citoyen.nes. » Or dans notre société capitaliste, la citoyenneté prise en dehors des rapports de production ne veut pas dire grand-chose. On sait tout le mépris auquel sont voué.es les « citoyen.nes » qui, pour une raison ou une autre, se trouvent exclu.es du marché du travail. Tenter de valoriser la condition étudiante à l'aide du concept de citoyenneté ne fait qu'enfermer les étudiant.es dans la catégorie des assisté.es, c'est-à-dire de toutes les personnes dont l'activité est jugée (toujours injustement à notre avis) improductive et superflue par le pouvoir politique. Plutôt que de répondre à cette exclusion violente en l'ornant d'une valeur ci-

toyenne, il faudrait réparer l'injustice qu'elle représente en forçant le pouvoir à redéfinir la notion de travail.

En donnant des garanties quant à la productivité future ou la valeur citoyenne des étudiant.es qui seront plus tard salarié.es, on évite d'aborder les questions délicates que pose la situation de l'étudiant.e par rapport au reste de la société. La plus brûlante de ces questions est selon nous la suivante: est-il possible d'affirmer que les étudiant.es — en tant qu'étudiant.es et non seulement en tant que salarié.es à temps partiel pendant leurs études — sont sujets à ce que nous avons appelé plus haut l'exploitation? Nous pensons que oui. En effet, l'activité des étudiant.es ne consiste pas à faire usage d'un service qui leur serait offert à un prix plus ou moins élevé. Il s'agit d'une activité productive dont la société dans son ensemble bénéficie au même titre qu'elle profite de toutes les autres activités productives, et ce *avant même* le passage des études au marché du travail. C'est une évidence à l'université, où le travail des étudiant.es au sein des groupes de recherche chapeautés par des profs (travail rémunéré seulement à l'occasion, souvent échangé contre des crédits scolaires) alimente directement le marché universitaire en fournissant continuellement de la nouvelle matière que ces profs pourront exploiter dans leurs demandes de subvention. Les articles scientifiques qu'écrivent ces étudiant.es ne sont jamais rémunérés, si ce n'est qu'indirectement sous la forme de bourses obtenues par concours de manière tout à fait élitiste et inégalitaire. C'est aussi clairement le cas pour les programmes de formation technique au collégial, dans le cadre desquels les étudiant.es effectuent gratuitement des tâches pour lesquelles ils seront rémunéré.es une fois arrivé.es sur le marché du travail. Que les années de formation nécessaires à l'obtention d'un diplôme technique ne soient pas considérées comme un travail, alors que toute période de formation dans le cadre d'un emploi digne de ce nom est rémunérée au même titre que le travail réalisé ensuite, est une aberration qu'il serait grand temps d'appeler par son nom. Et ce nom — répétons-le au risque d'abuser d'un

terme pratiquement disparu du vocabulaire actuel de la gauche — est *exploitation*. C'est tout comme si les étudiant.es devaient subir les contrecoups historiquement associés à la relation sociale qu'est le salariat — à savoir l'objectivation et la marchandisation de leur activité productive — mais sans bénéficier du salaire qui représente à la fois une compensation matérielle et une reconnaissance du fait que la sphère de la production est traversée par un rapport de force irréductible entre travailleur.euses et patron.nes.

Les discours que l'on tient sur la condition étudiante ne saisissent jamais l'étudiant.e comme tel.le, *c'est-à-dire comme une personne dont le travail est d'étudier*, mais toujours comme futur.e salarié.e ou comme salarié.e à temps partiel, ou encore comme citoyen.ne. En témoigne la campagne actuelle de l'ASSÉ sur la précarité étudiante, qui insiste sur une révision du système de l'aide financière aux études et sur une hausse du salaire minimum à 15\$ de l'heure, tout en passant presque entièrement sous silence la question de l'exploitation non-rémunérée du travail étudiant. Le fait de militer contre la précarité étudiante et de réclamer, en conséquence, une plus grande aide financière aux études fait apparaître la relation entre les étudiant.es et la société comme une relation d'assistance. Or, c'est précisément cette relation qu'il faut briser, en revendiquant la reconnaissance que l'activité des étudiant.es est productive et qu'elle demande donc à être salariée, plutôt qu'intégrée à un système d'assistantat qui méprise, infantilise et dépossède les étudiant.es de leur travail. Cet entêtement de l'ASSÉ à ne dénoncer qu'une entrave au droit inaliénable d'étudier est le symptôme le plus criant de l'asservissement actuel du mouvement étudiant québécois. Le syndicalisme étudiant officiel se charge donc lui-même de réduire l'éducation à un simple service qui nécessite en tout temps le support bienveillant de l'État, et le travail étudiant à l'activité improductive d'une classe dé-

favorisée. Il crée lui-même cette lubie qu'il nomme « classe étudiante », et enferme ainsi les étudiant.es dans leur impuissance en les séparant de la classe des travailleur.euses, tout en renforçant l'aveuglement général dans le prisme duquel l'éducation apparaît comme ce généreux cadeau fait aux étudiant.es qui y sont pourtant en service pendant des milliers d'heures impayées.

La preuve la plus éclatante de l'importance du travail accompli par les étudiant.es dans le système actuel est la redoutable efficacité des grèves étudiantes. Il est toujours épatant de considérer la source inépuisable de problèmes que représente pour les gestionnaires de la société l'interruption, ne serait-ce que temporaire, d'une activité jugée aussi improductive que les études supérieures. C'est un drôle de spectacle que celui (auquel on a pu assister en 2012) d'un premier ministre commençant par affirmer en haussant les épaules que les grévistes se privant du service qu'on leur octroie seront les seules personnes pénalisées par la grève pour ensuite, lorsque celle-ci se prolonge, aller jusqu'à faire adopter des lois spéciales à l'Assemblée nationale pour forcer le retour en classe. C'est seulement lorsqu'il n'a plus d'autres recours que le pouvoir se résout à nommer publiquement ce qui fait la force des étudiant.es, à savoir que sans leur travail, rien n'irait plus. L'inclusion explicite de leur activité dans la catégorie du travail, par l'entremise du salaire, rend disponible pour les étudiant.es la conscience de participer à la société ainsi que la possibilité d'utiliser cette participation comme un pouvoir politique. La création de comités oeuvrant à faire la promotion de la revendication du salariat étudiant et s'organisant de manière autonome vis-à-vis de l'ASSÉ, comme de tout autre groupe politique ne reconnaissant pas officiellement les études comme un travail, nous semble donc la première étape d'un possible renouveau du mouvement étudiant combatif au Québec. ◇

Étranger.ère au travail étudiant

PAR DAVID JULES

La première moitié du mandat du Parti libéral du Québec a été particulièrement marquée par les mesures d'austérité, visant à compresser les dépenses de l'État au nom de l'équilibre budgétaire, en suivant la tendance des gouvernements précédents. En plus des conséquences négatives sur les conditions de travail dans la fonction publique et sur l'accès aux services sociaux, ces mesures ont rendu les conditions de vie de la population étudiante de plus en plus difficiles. C'est dans ce contexte politico-économique qu'au début de l'année 2016, le Syndicat étudiant du Cégep Marie-Victorin (SECMV) s'est doté, lors d'une assemblée générale, d'un mandat de campagne sur le travail étudiant.

Cette campagne en est une de rupture: elle vise à remettre les pendules à l'heure dans le mouvement étudiant québécois. Il s'agit d'une tentative de remodelage de la vision de l'étudiant.e sur laquelle repose le syndicalisme étudiant d'ici, et ce, en effectuant une mise à jour du premier article de la fameuse charte de Grenoble de 1946, qui stipulait qu'ils et elles sont de « jeunes travailleurs intellectuels »¹. La campagne du SECMV aspire au contraire à se débarrasser de l'étiquette « jeunesse » attribuée aux étudiant.es parce que, d'une part, cette étiquette est incompatible avec l'éducation permanente et que, d'autre part, elle est infantilisante. La campagne remet aussi au goût du jour la conception des études comme travail plutôt que comme service. Cette nouvelle vision change la donne de manière considérable. Elle est même le nerf de la campagne sur le travail étudiant: revendiquer la reconnaissance du travail étudiant via le salariat. Cela a pour but de permettre à l'ensemble des étudiant.es, peu importe leur âge, d'éviter de mauvaises conditions de travail (travail à temps partiel, travail au noir, McJobs, etc.) et, surtout, qu'ils et elles puissent étudier dans des conditions favorables. La campagne

du SECMV ne s'arrête toutefois pas là: elle revendique aussi une reconnaissance équitable pour les personnes défavorisées, racisées, handicapées et celles qui sont issues des communautés LGBTQIA+.

Malgré les efforts d'inclusion de la campagne du SECMV, un groupe d'étudiant.es est resté dans l'oubli encore une fois: les étudiant.es de l'international. Ils et elles ne sont mentionnés es nulle part dans cette campagne alors que les revendications sur le salariat étudiant sont

1. La Charte de Grenoble:
<http://goo.gl/7AFyrQ>



2. Source: Bureau canadien de l'éducation internationale, 2014. <http://goo.gl/SbSieF>

3. Il n'est pas rare cependant d'entendre que les frais de scolarité au Québec se hissent parmi les frais de scolarité les moins élevés en Amérique du Nord; en revanche, ils font partie des plus élevés parmi les pays membres de l'OCDE, étant donné que plusieurs de ces pays ont opté pour la gratuité scolaire.

4. Plusieurs cégeps et universités situées en régions et basant leur revenu sur l'achalandage d'étudiant.es français.es ont été touchés par une baisse d'inscriptions suite à l'arrêt de l'entente France-Québec.

au coeur de leurs réalités. Ce n'est pas un fait nouveau: le mouvement étudiant a de la difficulté à rejoindre ce groupe, puisque très peu de ces étudiant.es gravitent autour des associations, ce qui a pour conséquence que les revendications sont rarement en phase avec leur problématique. On peut d'ailleurs facilement constater que la diffusion d'informations quant aux luttes et revendications cible rarement ce groupe. Le passage très court de certain.es au Québec, le temps consacré aux études et leur statut précaire restreint par leur visa n'ont évidemment rien pour aider. On peut enfin souligner que le syndicalisme étudiant n'est parfois même pas présent dans certaines régions du monde, ce qui gêne l'appréciation des étudiant.es internationaux relativement au poids politique des mouvements étudiants.

Des efforts d'envergure devraient donc être mis dans la mobilisation des étudiant.es de l'international, d'autant plus que la situation tend à s'aggraver pour une grande par-

tie d'entre elles et eux. En effet, au niveau universitaire, près de 85% des étudiant.es de l'international s'inquiètent quant à leur capacité de payer les coûts liés aux études comme les droits de scolarité et les livres; 83% sont préoccupé.es par le paiement de leur loyer et 79% peinent à combler leurs besoins de base de la vie quotidienne comme la nourriture, les vêtements et le transport². Bien évidemment, l'ensemble de ces coûts tendent à augmenter³. Si la vie coûte cher pour les étudiant.es québécois.es, c'est d'autant plus vrai pour les étudiant.es de l'international avec des frais de scolarité beaucoup plus élevés et des frais d'assurance privée obligatoire, et ce, sans pour autant qu'ils et elles aient accès à l'aide financière aux études.

Même les étudiant.es français.es, qui bénéficiaient depuis 1978 et jusqu'à encore récemment d'une entente spéciale entre les États québécois et français, ont vu leur situation se fragiliser d'un coup sec. Alors qu'autrefois ils et elles pouvaient payer les mêmes droits de scolarité que les étudiant.es québécois.es (et les étudiant.es d'ici obtenaient la contrepartie en France), la rupture de cet accord bilatéral en mars 2015 a eu pour conséquence d'élever de trois fois leurs frais de scolarité. Sans surprise, cette hausse a réduit considérablement le nombre d'étudiant.es provenant de France⁴. Les études au Québec constituaient jusqu'alors une bouée de secours pour une bonne partie de la population française, pays où le chômage chez les jeunes est très élevé et où, malgré la « supposée » gratuité scolaire, le système d'éducation reste élitiste et à deux vitesses, puisque les meilleures écoles demeurent inaccessibles pour bon nombre en raison de leurs coûts d'admission.

Pour survivre, les étudiant.es de l'international s'endettent auprès de leurs familles et ami.es, ou tentent leur « chance » sur le marché du travail, qui leur est difficilement accessible. Parfois, elles et ils se trouvent un travail sur le campus, avec une limitation quant au nombre d'heures; parfois, elles et ils font la demande pour un permis de travail hors campus, permis généralement difficile à



obtenir. Évidemment, plusieurs se tournent vers des emplois payés sous la table pour joindre les deux bouts, sous le salaire minimum et sans aucune protection légale.

Il n'est pas difficile de faire le pont entre la situation particulière de ces étudiant.es et la revendication du salariat étudiant. En effet, considérer les étudiant.es de l'international comme des bénéficiaires justifient de les soumettre à des frais et à des conditions différenciés, cause majeure de la pauvreté dans laquelle la très forte majorité d'entre elles et eux se trouvent. L'argument selon lequel « les travailleurs.euses du Québec n'ont pas les moyens de payer pour l'éducation des étudiant.es du monde entier sans garantie que ces dernier.ères ne contribuent socialement et économiquement ici une fois les études terminées » ne tient plus la route du moment que l'on reconnaît la production effectuée par celles-ci et ceux-ci pendant leurs études. Cet argument représente d'ailleurs un blocage majeur de la revendication en faveur de la gratuité scolaire pour toutes et tous, même à l'intérieur de l'ASSÉ.

En considérant les études comme un travail, on change carrément de paradigme. Comment justifier que des travailleurs et travailleuses de l'international soient moins rémunéré.es pour l'accomplissement d'un travail que leurs homologues qui ont la citoyenneté canadienne et qui résident au Québec? Bien entendu, il s'agit d'une lutte syndicale de nature semblable à celle de l'équité salariale entre les hommes et les femmes (à compétences égales, salaire égal), lutte que la plupart des gens considèrent comme tout à fait légitime de nos jours. La

reconnaissance des études comme un travail permettrait donc aux étudiant.es de l'international de sortir d'une condition de pauvreté extrême.

Le visa d'étude est vu comme une faveur qu'on demande au gouvernement, un service qu'on obtient, tandis qu'un visa de travail est quelque chose que l'on mérite de par ses compétences. En quoi la situation d'étudiant.e de l'international doit-elle obligatoirement rimer avec mauvaises conditions de vie? Si les études sont considérées comme un réel travail, visa d'étude et visa de travail devraient permettre la même liberté. Au final, il ne devrait pas y avoir de distinction, et on retrouverait alors tout simplement un visa temporaire; le temps de séjour serait bien la seule chose qui pourrait les différencier, tant et aussi longtemps qu'il y aura des frontières.

La volonté de remédier à l'oubli des étudiant.es de l'international dans le lancement initial de la campagne du SECMV témoigne que la lutte sur le salariat étudiant n'en est qu'à ses premiers pas et qu'elle est toujours à construire. La multiplication des points de vue et des expériences est donc essentielle pour mener à bien et à terme une lutte qui vise à subvertir le rapport aux études et au travail. Il sera primordial, autant pour le Comité unitaire sur le travail étudiant de Marie-Victorin (CUTE-MV) que pour les autres associations étudiantes et groupes autonomes qui voudront contribuer à la campagne sur le travail étudiant, de prendre réellement en considération les réalités des étudiant.es de l'international cette fois-ci. Le potentiel d'universalité de cette campagne va bien au-delà de celui des luttes étudiantes habituelles. ◇

L'équipe du CUTE Magazine

RÉDACTION ET RÉVISION: Thierry Beauvais-Gentile, François Bélanger, Alice Brassard, Jadd-Abigaël Céré, Félix Dumas, David Jules, Pierre Luc Junet, Héloïse Lanouette, Louis-Thomas Leguerrier, Amélie Poirier, Camille Tremblay-Fournier, Étienne Simard et Valérie Simard

CORRECTION: François Bélanger, Annabelle Berthiaume, Anne-Marie Chagnon, Amélie Poirier et Valérie Simard

PHOTOGRAPHIE: Alice Brassard, Jadd-Abigaël Céré, Héloïse Lanouette, Paul-Émile Larivière et Valérie Simard

MISE EN PAGE: François Bélanger

DISTRIBUTION: On fait notre possible!

« La misère étudiante est celle qui nous convainc qu'on doit payer pour être formée; elle est celle qui nous fait croire que nous ne produisons rien lorsque nous apprenons; elle est celle qui nous habitue à la précarité qui n'en finit plus sur le marché du travail. C'est en refusant l'exploitation dès les études qu'on se prépare le mieux à améliorer concrètement nos situations pour la suite. Et bien entendu, on ne s'arrêtera pas là! »

La lutte pour la pleine reconnaissance du travail étudiant t'intéresse? Tu crois pouvoir y contribuer avec tes idées ou avec de ton temps? Une idée ne te convainc pas et tu voudrais en discuter? Envoie-nous tes infos par ici et on verra ce qu'on peut faire!

**[http://dissident.es/
cute-formulaire](http://dissident.es/cute-formulaire)**

T'as apprécié notre revue? C'est flatteur, et on espère surtout que ça inspirera bien des gens à passer à l'action en conséquence à nos côtés. D'ailleurs, notre priorité pour le moment est de s'assurer d'être lu. Si tu aimerais nous aider à distribuer le CUTE Magazine, écris-nous!

**[cutemarievic
@gmail.com](mailto:cutemarievic@gmail.com)**